

1994-13/E

LE SECTEUR INFORMEL CREE-T-IL SA PROPRE DEMANDE ?

Faits empiriques et modélisation macroéconomique

**Cogneau D.
Razafindrakoto M.
Roubaud F.**

Avril 1994

SOMMAIRE

SYNTHESE.....	3
INTRODUCTION.....	5
I.- L'INFORMALISATION DE L'ECONOMIE CAMEROUNAISE	5
1.- La forte régression des taux de salarisation et l'informalisation du marché du travail.....	6
2.- L'incertitude sur la dynamique productive du secteur informel.....	7
3.- Principales caractéristiques et comportements du secteur informel.....	8
. Une vue d'ensemble du secteur informel.....	8
. Insertion du secteur informel dans le système productif.....	9
. Concurrence et formation des prix.....	10
. Comportement de consommation des ménages et arbitrage formel/informel.....	11
. Le secteur informel et L'Etat.....	13
II.- LA MODELISATION DU SECTEUR INFORMEL	15
1. Hétérogénéité et concurrence entre formel et informel : principales hypothèses du modèle.....	15
1.1 Le marché du travail	15
1.2 L'arbitrage entre biens formels et informels dans la consommation des ménages	17
1.3 La concurrence entre commerces formel et informel.....	19
2. Impact d'un choc sur le marché du travail urbain.....	20
2.1. Résolution du modèle simplifié.....	20
2.2. Impact du choc de demande: analyse des élasticités.....	21
2.3. Impact du choc sur l'offre de travail urbaine: analyse des paramètres.....	22
2.4. Impact des deux chocs combinés	23
3. Application du modèle simplifié au cas du Cameroun.....	25
III.- INTEGRATION DU SECTEUR INFORMEL DANS UN MODELE D'EQUILIBRE GENERAL APPLIQUE AU CAMEROUN.....	27
Variante 1 : Hausse de 5% de l'offre de travail urbaine et de 2% de l'offre rurale.....	29
Variante 2 : licenciement de 20% des fonctionnaires.....	31
Variante 2' : Baisse des salaires publics de 20%	34
Variante 2" : Baisse des investissements publics.....	34
Conclusion des différentes variantes	36
CONCLUSION.....	37
BIBLIOGRAPHIE	38
ANNEXE	39
LES EQUATIONS ORIGINALES DU MODELE TRAITANT DES SPECIFICITES DU SECTEUR INFORMEL.....	39
LES MODELISATIONS ALTERNATIVES DU SECTEUR INFORMEL DANS LES MEGC STANDARD.....	43
RESULTATS DETAILLES DES SIMULATIONS.....	44

SYNTHESE

La plupart des modèles macro-économiques utilisés pour explorer les perspectives à moyen-terme des Pays en Développement reposent sur des observations et des comportements caractéristiques de la production moderne (secteur "formel"), telle qu'elle domine dans les Pays Industrialisés. Or, en temps de crise, ce qu'on appelle le secteur informel constitue souvent la source principale de création d'emplois dans les villes du Tiers-Monde en forte croissance démographique.

Une méthode générale, qui va de la mesure statistique à la modélisation mathématique, permet de prendre en compte les spécificités des entreprises et des produits du secteur informel, et de caractériser le rôle macro-économique joué par ce secteur sur les marchés de biens et de services et le marché du travail. Cette méthode a été testée de manière concluante au Cameroun.

La méthode d'enquête fournit une mesure du poids des activités informelles, y compris les activités les plus difficiles à saisir comme le travail à domicile ou les commerces et services ambulants. Au Cameroun, le secteur informel représente plus de la moitié de l'emploi urbain, un tiers de la valeur ajoutée nationale, et les réseaux de commercialisation informels satisfont les trois-quarts de la consommation des ménages urbains. Une comparaison avec des travaux antérieurs sur le Mexique permet de constater que c'est en Afrique que le secteur informel pèse le plus lourd dans l'emploi et les revenus. Cependant, le chômage est très faible dans les villes d'Amérique Latine, et très élevé dans les villes africaines.

A quelles conditions ce secteur informel est-il capable d'absorber l'excédent de main-d'oeuvre urbain? Peut-il créer sa propre demande et fonctionner de manière contra-cyclique, constituant un secteur refuge lorsque le secteur formel est en récession? Peut-on espérer que des licenciés du secteur moderne puissent fonder leur propre entreprise et se créer ainsi une source de revenu autonome, ne serait-ce que pour survivre? Faut-il attribuer ce chômage aux seules différences démographiques, ou aux seules performances du secteur moderne (gains de productivité, compétitivité, etc.)? Les liens de concurrence et de complémentarité entre les deux secteurs formels et informels ne sont-ils pas également en cause?

Pour répondre à ces questions, un modèle a été construit pour le cas du Cameroun, sur la base des comportements observés par voie d'enquête. Le secteur informel africain présente trois spécificités fondamentales.

1. L'emploi informel consiste essentiellement en auto-emploi, c'est-à-dire qu'il procède de la création de micro-entreprises indépendantes. Les actifs ont donc le choix entre créer leur propre entreprise informelle, même pour un revenu espéré faible, ou se porter sur le marché du travail salarié, avec le risque de se retrouver au chômage.

2. Le secteur formel et le secteur informel sont essentiellement concurrents sur les marchés des biens et services de consommation finales. Sur ces marchés, les produits informels sont de qualité inférieure aux biens formels, ou plus proches des biens de

première nécessité, leur part dans la consommation baisse donc à mesure que le revenu s'accroît. Mais cette qualité inférieure est bien souvent compensée par des prix inférieurs aux quels les consommateurs sont également sensibles. En effet, le secteur informel fait jouer la concurrence par les prix pour accroître sa part de marché, au détriment des entreprises formelles, moins flexibles.

3. Plus du tiers des activités informelles africaines sont des activités commerciales, qui vendent à la fois des produits formels et des produits informels. De la même manière que pour les activités de production ou de service, les marges du commerce informel sont plus flexibles que celles du secteur formel. Le développement du commerce informel est néanmoins dépendant de la croissance des activités productives.

Compte tenu de ces caractéristiques, le secteur informel est capable d'absorber une partie des chocs sur le marché du travail urbain, mais cette capacité d'absorption reste limitée. En effet, même si sa flexibilité lui permet d'employer plus de main-d'oeuvre que ne le fait le secteur moderne, au prix d'une baisse de ses revenus par tête, sa sensibilité à la régression des revenus formels limite son potentiel de croissance. Ainsi, il parvient à absorber un tiers du surcroît de main-d'oeuvre dû à la croissance démographique. En revanche, un licenciement de 20% des fonctionnaires, qui est une mesure envisagée par la Banque Mondiale, diminue fortement l'emploi et les revenus des ménages formels; le secteur informel parvient alors seulement à maintenir constants ses emplois, il ne fait donc qu'amortir le choc récessif, tandis que le secteur moderne régresse.

Le perfectionnement de ce type de modèles peut faire espérer mieux comprendre les dynamiques aujourd'hui à l'oeuvre dans les villes africaines en crise aiguë, en particulier l'informalisation observée (qui se double d'une précarisation) des activités. Seul le développement d'un secteur informel intense en emplois, mais aussi plus compétitif et productif, permettrait de faire régresser le chômage, qui atteint des proportions explosives.

INTRODUCTION

La mesure et la modélisation du secteur informel est un enjeu majeur de la compréhension des économies des pays d'Afrique sub-saharienne. La prise en compte du secteur informel a une triple incidence sur l'analyse de leur dynamique macro-économique :

- elle permet de réévaluer les principaux agrégats économiques, qui sans l'intégration du secteur informel sont biaisés (sous-estimation du revenu des ménages et du PIB, etc.);
- elle permet de distinguer au sein de chaque groupe d'agents (entreprises, ménages) des catégories dont les structures de production, de revenu ou de consommation sont très contrastées;
- enfin, elle permet de mettre en évidence la diversité des comportements dans des domaines aussi cruciaux que la formation des prix ou le fonctionnement du marché du travail.

Les interactions entre le secteur informel et les autres secteurs économiques sont particulièrement complexes. Elles transitent aussi bien par l'offre que par la demande, que ce soit sur le marché des biens ou sur le marché du travail. C'est pourquoi la construction d'un modèle macro-économique constitue l'instrument privilégié pour comprendre le rôle du secteur informel sur la dynamique d'ensemble, et pour simuler l'impact des politiques économiques sur ce secteur et leurs conséquences pour les ménages qui en dépendent.

Le modèle FORIN (Formel/Informel) fait partie de la famille des modèles d'équilibre général calculable (MEGC). Comme de nombreux MEGC de "seconde génération", il s'écarte du cadre walrasien de concurrence pure et parfaite en introduisant un certain nombre de rigidités. Ce type de modèles s'avère le plus approprié pour restituer les interactions inter-sectorielles de moyen terme. En effet, la flexibilité plus ou moins forte des prix relatifs, qui induit les réallocations de facteurs du côté de l'offre et des arbitrages du côté de la demande, constitue un facteur explicatif central du partage de la production entre secteurs formel et informel, et, partant, de la distribution des revenus, via l'inégale dotation factorielle des différentes catégories de ménages. A l'instar de tous les MEGC, la base comptable du modèle est une matrice de comptabilité sociale qui a été élaborée spécifiquement pour cet usage.

La première partie présente les principaux résultats des enquêtes menées par DIAL sur le secteur informel au Cameroun. La formalisation des spécificités de ce secteur dans le cadre d'un modèle théorique simplifié est développée dans la deuxième partie. Enfin, l'analyse des résultats d'un modèle d'équilibre général appliqué au Cameroun complète l'étude du rôle du secteur informel dans la dynamique macro-économique d'un pays.

I.- L'INFORMALISATION DE L'ECONOMIE CAMEROUNAISE

Une des lacunes majeures de l'analyse des politiques d'ajustement du Cameroun résultait de l'absence de données sur les ménages. Cette faiblesse grevait fortement le diagnostic sur la viabilité des politiques mises en oeuvre tant à court terme (conséquences sociales de l'ajustement) qu'à moyen et long terme (mobilisation des ressources humaines pour une nouvelle stratégie de développement du pays).

Deux thèmes prioritaires doivent être pris en compte:

- **les tensions générées par les politiques de stabilisation et d'ajustement sur le marché du travail.** Il faut chercher à savoir si les entreprises (tant publiques que privées) ont choisi (ou ont été contraintes) à régler leur problème de débouchés et de compétitivité par une réduction des effectifs (ajustement par les quantités engendrant un chômage massif) ou par une réduction

des salaires (ajustement par les prix). L'analyse de la situation actuelle ne saurait faire l'économie d'une caractérisation du degré et du type de flexibilité sur le marché du travail;

- le rôle et la dynamique du secteur informel dans le processus d'ajustement. En effet, le secteur informel peut être considéré comme une stratégie mise en oeuvre à l'échelle des ménages pour assurer la reproduction des unités familiales, surtout en période de contraction de la demande de travail salarié du secteur dit "moderne".

C'est donc dans cette perspective que DIAL a décidé d'entreprendre une enquête sur ces thèmes, intitulée **enquête 1-2-3¹**. Nous retiendrons ici les principaux résultats qui ont permis de caractériser le secteur informel et de formaliser ses comportements spécifiques.

L'enquête 1-2-3 : une méthode originale de mesure du secteur informel

Si l'importance du rôle du secteur informel dans la dynamique macro-économique de pays d'Afrique sub-saharienne commence à être reconnue par les économistes du développement, rares sont les travaux de modélisation appliquée qui s'appuient sur une base empirique solide. L'enquête 1-2-3, réalisée en collaboration par DIAL et la DSCN (Direction de la Comptabilité Nationale) du Cameroun en 1993, constitue une expérience originale dans ce domaine. Elle a été spécialement conçue pour permettre de quantifier et d'identifier les comportements spécifiques du secteur informel. Elle se compose de trois phases emboîtées.

La première phase est une enquête sur les conditions d'activité de la population de Yaoundé (phase 1: enquête emploi). La seconde phase a consisté à réaliser une enquête spécifique auprès de ces chefs d'unités informelles sur les conditions de production et les résultats économiques de leur établissement (phase 2: enquête secteur informel). Enfin, la troisième phase est composée de deux enquêtes articulées dont l'objectif principal est de mesurer le poids du secteur informel dans la consommation des différentes catégories de ménages (phase 3: enquêtes lieu d'achat et consommation).

Collectée à Yaoundé au cours du premier semestre 1993, l'enquête 1-2-3 a porté sur 2000 ménages (en phase 1), 1000 unités de production informelle (en phase 2) et 400 ménages tirés parmi les 2000 (en phase 3). Elle comporte plusieurs innovations méthodologiques majeures :

- la première phase auprès des ménages adopte un plan de sondage à deux degrés, où le tirage des îlots utilise la télédétection spatiale (image satellite, mosaïque de photos aériennes);
- l'appréhension du secteur informel suit la méthode des enquêtes en deux phases, basée sur l'articulation enquête-emploi/ enquête sur le secteur informel, qui se présente comme la meilleure solution opérationnelle pour constituer un échantillon représentatif d'unités de production informelles. En particulier, elle permet de s'affranchir des biais systématiques de la méthode classique fondée sur les recensements d'établissements, qui tend à surestimer la capacité productive de ce secteur, en n'identifiant que sa strate supérieure (secteur informel localisé);
- les questions posées dans les phases 2 et 3 permettent, pour la première fois, de comprendre le mode d'insertion du secteur informel dans l'économie d'un pays donné, et ses répercussions sur la dynamique d'ensemble. En général, les enquêtes sur le secteur informel estiment le poids de sa production et reconstituent son compte d'exploitation simplifié. Mais elles restent muettes sur son articulation aux autres secteurs. Dans l'enquête 1-2-3, on peut restituer la place du secteur informel dans l'ensemble de l'économie, en identifiant d'où viennent les consommations intermédiaires du secteur informel, et à qui il s'adresse. On dépasse même ce cadre, puisque pour la consommation des ménages (et pour chaque catégorie de ménage), on peut estimer la part qui est satisfaite par chacune des deux secteurs formel et informel;
- enfin, une attention particulière a été portée sur les comportements micro-économiques des agents, aussi bien du côté de l'offre (mode de formation des prix et des salaires, type de concurrence) que de la demande (déterminants du choix des ménages dans leur décision de consommation, entre secteurs formel et informel).

1.- La forte régression des taux de salarisation et l'informalisation du marché du travail.

La crise économique qui touche la quasi-totalité des pays d'Afrique sub-saharienne depuis plus de 10 ans entraîne une croissance de la part de l'emploi informel dans l'emploi urbain total. Ce résultat admis par tous résulte le plus souvent d'une déduction logique, faute

¹) Pour plus de détails, voir les différentes publications de DIAL sur les enquêtes.

de données empiriques inter-temporelles pour le valider. La confrontation d'une offre de travail en augmentation rapide sous le double impact de la croissance démographique et de la migration des campagnes vers les villes et d'une demande de travail du secteur moderne ralentie, voire en régression, implique qu'une part croissante de la population active se réoriente vers le secteur informel.

En réalité, cette déduction demeure incertaine puisqu'en théorie un individu qui n'a pas réussi à obtenir un emploi dans le secteur formel (public ou privé) a le choix entre trois stratégies :

- se retirer du marché du travail et devenir inactif;
- rester chômeur en attendant qu'un poste se libère;
- trouver un emploi dans le secteur informel.

S'il paraît exclu que la première solution soit massivement adoptée, dans la mesure où la recherche d'un revenu est une nécessité en période de récession, l'arbitrage entre les deux autres choix (chômeur ou informel) n'est pas intuitif. Il dépend de nombreux facteurs, dont la possibilité de rester chômeur là où le chômage n'est pas indemnisé et le "désir" de travailler dans le secteur formel. Par exemple, un jeune diplômé de l'université peut avoir des scrupules à s'établir comme informel, et préférer rester chômeur plutôt que de "déchoir".

Les enquêtes que nous avons menées au Cameroun permettent de quantifier le poids de ces différentes stratégies. Quels enseignements peut-on retenir des résultats?

- entre 1987 et 1993 le taux de chômage à Yaoundé est passé de 14,7% à 24,6%;
- aux mêmes dates, le taux de salarisation a chuté de 63,1% à 48,9%.

Finalement, alors que la population active croissait au rythme annuel de +7,7%, l'emploi dans le secteur moderne restait stable (croissance annuelle de +0,5%), le surplus d'offre de travail se partageant entre chômage (+18,3%) et emploi informel (+11,8%). Cette dynamique montre que contrairement à une idée acceptée, le secteur informel ne semble pas capable d'absorber un tel excédent de main-d'oeuvre, et que peut-être aujourd'hui il a atteint un certain degré de saturation.

2.- L'incertitude sur la dynamique productive du secteur informel.

Si la croissance de l'emploi informel, aussi bien en niveau qu'en part relative dans l'emploi total, est aujourd'hui bien assurée en Afrique sub-saharienne, aucune information sérieuse ne nous permet d'avancer que la production informelle a cru au cours de ces années de crise économique.

En premier lieu, l'évolution des PIB africains est elle même très mal connue, faute de données fiables. A titre d'exemple, les résultats d'enquêtes nous ont conduit à réestimer le PIB camerounais et à le réduire de 20% par rapport aux données officielles, pour l'exercice fiscal 1989/90. Le cas du Cameroun est sans doute particulier, mais la piètre fiabilité des comptes nationaux africains est aujourd'hui généralisée.

Dans ce contexte, il devient hasardeux de proposer des estimations de valeurs ajoutées sectorielles (formel/informel). Au mieux, on peut estimer le poids du secteur informel dans le PIB officiel, pour l'année où l'on dispose d'une enquête sur le secteur informel. D'après nos calculs, la part du secteur informel peut être estimée à 30% du PIB.

En second lieu, la dynamique productive du secteur informel en période de récession est sensible à deux facteurs jouant dans des sens opposés :

- la baisse de la demande globale réduit les débouchés potentiels du secteur informel;
- la chute des revenus et la baisse des prix relatifs du secteur informel par rapport au secteur formel conduit les ménages à substituer des biens informels à des biens formels dans leur panier de consommation.

La résultante de ces deux facteurs est a priori indéterminée, même si on peut penser que l'effet des débouchés l'emporte sur l'effet de part de marché, la régression du secteur formel entraînant dans son sillage celle du secteur informel.

3.- Principales caractéristiques et comportements du secteur informel.

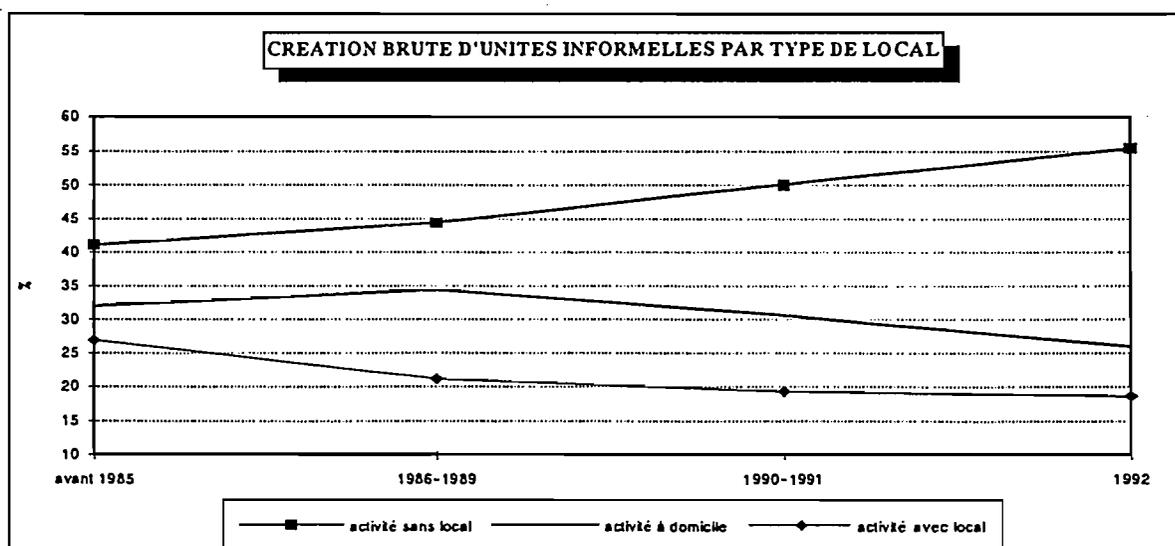
. Une vue d'ensemble du secteur informel.

Au premier trimestre 1993, Yaoundé compte 89-000 unités de production informelles (UPI), employant 125 000 personnes dans les branches marchandes non agricoles, soit 56% de la population active occupée. Ce chiffre montre l'importance économique des activités informelles pour la population de la capitale, puisqu'en moyenne plus de 6 ménages sur 10 tirent l'ensemble ou une partie de leurs revenus d'une unité de production informelle.

Les UPI sont fortement concentrées dans les secteurs de circulation au détriment des secteurs de production. Ainsi, près d'une UPI sur deux est consacrée aux activités commerciales. Si l'on ajoute aux commerces, les services et le BTP, on constate que le secteur informel est très massivement un secteur de biens non échangeables.

La multiplication des créations d'UPI au cours des dernières années traduit la montée en puissance du secteur informel comme mode d'insertion privilégié de la main-d'oeuvre en période de crise. Mais elle s'accompagne aussi d'une précarisation croissante au sein même du secteur informel. Cette précarisation se traduit par la multiplication des créations d'unités de production qui ne disposent pas de local pour exercer, et la part croissante des activités commerciales dépourvues de barrières à l'entrée dans la dynamique de création d'entreprises.

GRAPHIQUE 1



Le secteur informel se caractérise par une très grande précarité des conditions d'activité. Près de 80% des UPI sont abritées par des installations de fortune, ce qui les prive d'accès aux principaux services publics (eau, électricité, téléphone).

Le secteur informel est constitué de micro-unités, dont la taille moyenne est de 1,4 emplois par unité et où l'auto-emploi touche quatre unités sur cinq. La relation salariale y est très minoritaire, avec un taux de salarisation d'environ 10%. L'intensité de la relation salariale discrimine assez bien le secteur informel du secteur formel, où la norme salariale est la règle. Les emplois exercés dans le secteur informel se caractérisent par une absence générale de protection sociale.

40% des emplois du secteur informel sont occupés par des femmes, que l'on trouve concentrées dans les emplois les plus précaires, notamment parmi les travailleurs à leur compte et les aides familiaux. Le secteur informel emploie des travailleurs relativement qualifiés avec un niveau d'étude moyen proche de 8 ans, même si les possibilités de valoriser une expérience acquise dans le secteur moderne est particulièrement limitée. Enfin, si le secteur informel ne peut être assimilé au sous-emploi, de nombreuses formes de sous-emploi coexistent au sein du secteur informel.

Les membres du secteur informel travaillent en moyenne 43 heures hebdomadaires et gagnent 32 000 Fcfa par mois. Mais ce chiffre cache une forte hétérogénéité. La prédominance des faibles revenus pèse sur la rémunération médiane, égale à 15 000 Fcfa, qui est très largement inférieure au salaire minimum en vigueur.

Exclus du système bancaire, les informels financent près de 90% de leur capital par l'épargne individuelle. Les tontines ne participent que très marginalement au financement de l'investissement dans le secteur informel.

En 1993, le secteur informel marchand non agricole de la capitale a produit pour 95 milliards de Fcfa de biens et services, il a créé 55 milliards de valeur ajoutée. Au niveau national, la production informelle est du même ordre de grandeur que celle du secteur industriel moderne, et la valeur ajoutée informelle supérieure de 50% à celle du même secteur.

. Insertion du secteur informel dans le système productif

Pour apprécier le niveau d'intégration du secteur informel au tissu productif local, il convient d'identifier, en amont la provenance des consommations intermédiaires, et en aval, quels sont les segments de la demande auxquels il s'adresse.

Exclusivement tourné vers le marché intérieur, le secteur informel a pour principal débouché la satisfaction des besoins des ménages. Plus de 80% de la demande qui lui est adressée provient de la consommation finale des ménages. Dans ce contexte, le secteur informel de Yaoundé n'entretient pas de liens directs avec le secteur moderne, la sous-traitance étant un phénomène négligeable. L'industrie de la confection constitue la seule branche où le secteur informel vend une partie de sa production au secteur formel commercial.

Cependant, le secteur informel reste dépendant du secteur formel qui lui fournit près des deux tiers de ses intrants. Enfin, si les commerces informels constituent un vecteur de diffusion des produits étrangers, notamment en provenance du Nigeria, dans son immense majorité le secteur informel s'approvisionne en produits nationaux.

TABLEAU 1
ORIGINE DES MATIERES PREMIERES
CONSOMMEES PAR LE SECTEUR INFORMEL
(en % de la valeur totale des intrants)

BRANCHE	SECTEUR D'ORIGINE							Total
	Public	Formel non commercial	Formel commercial	Informel non commercial	Informel commercial	Ménage	Import	
Industries:	0	14,7	26,3	13,6	43,7	1,5	0,2	100
Commerce:	0	1,6	24,8	24,5	26,9	4,2	3,9	100
Services:	0	2,1	20,5	2,8	72,2	2,4	0	100
TOTAL	0	14,0	24,5	20,4	34,6	3,6	2,9	100

Source: enquête 123, phase 2

TABLEAU 2
DESTINATION DE LA PRODUCTION DU SECTEUR INFORMEL
(en % du chiffre d'affaires)

BRANCHE	SECTEUR DE DEMANDE							Total
	Public	Formel non commercial	Formel commercial	Informel non commercial	Informel commercial	Ménage	Export	
Industries:	4,4	0,7	8,9	0,6	1,1	84,3	0	100
Commerce:	1,3	0,3	0	0,9	20,8	76,7	0	100
Services:	2,7	0,8	2,2	2,4	0,8	91,1	0	100
TOTAL	2,3	0,5	2,4	1,3	11,3	82,2	0	100

Source: enquête 123, phase 2

. Concurrence et formation des prix

L'activité du secteur informel s'exerce dans un environnement hautement concurrentiel. Cette forte concurrence est avant tout interne au secteur informel lui-même, même si près d'un tiers des UPI subissent à un degré plus ou moins fort la concurrence du secteur formel. Cette généralisation de la concurrence s'ajoute à la faiblesse des débouchés pour peser sur la rentabilité des UPI. Deux conclusions importantes peuvent être tirées de cette réalité :

- le mode de formation des prix dans le secteur informel se caractérise par la prédominance de l'ajustement offre/demande et la flexibilité, à la différence du secteur moderne qui cherche à maintenir son taux de marge. La flexibilité des prix et des marges joue non seulement pour les secteurs de production (industries et services) mais aussi pour les activités commerciales informelles;
- le secteur informel fait jouer la concurrence par les prix pour s'adjuger des parts de marché au détriment du secteur formel.

TABLEAU 3
MODE DE FIXATION DES PRIX DANS LE SECTEUR INFORMEL
(en % des UPI)

	Taux de marge	Marchandage avec le client	Fonction du prix des concurrents	Suivant le prix officiel	Autre	Total
Industries:	14,7	66,8	15,5	0,8	2,2	100
Commerce:	31,1	31,7	20,6	16,0	0,6	100
Services:	13,3	50,7	17,4	17,0	1,6	100
TOTAL	21,8	45,7	18,5	12,8	1,2	100

Source: enquête 123, phase 2

La décomposition des produits entrant dans la consommation des ménages met clairement en évidence le "pouvoir de marché" des différents types de producteurs. Ainsi, ce sont les produits vivriers, et plus encore les produits en provenance du secteur informel (aussi bien les produits manufacturés que les services) qui ont subi de plein fouet la baisse de

la demande des ménages. Les premiers se sont contractés de 11% et les seconds de plus de 20%. La flexibilité des prix à travers l'ajustement offre/demande constitue le facteur déterminant de l'équilibre sur ces marchés. Confrontés, d'une part, à une concurrence exacerbée par le gel de la demande de travail du secteur moderne (du côté de l'offre), et d'autre part à une chute de la demande solvable, les entrepreneurs informels ont été contraints à une sévère compression des coûts et des marges. L'impact de cette baisse des prix sur leurs revenus n'a pu être que très partiellement enrayé par le déplacement d'une partie de la consommation des ménages du secteur formel vers le secteur informel.

A contrario, certaines entreprises du secteur formel, en situation de monopole ou d'oligopole ont préféré ajuster les volumes vendus en maintenant leurs prix. Ce comportement de marge se traduit par une très légère baisse des prix des produits manufacturés formels (-1% par an), voire même dans le cas des brasseries par une augmentation des prix proche de 20%.

TABLEAU 4
EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION SUIVANT LE TYPE DE BIENS

Type de Produit	Coef. Budg.	Variation cumulée 89/93	Type de Produit	Coef. Budg.	Variation cumulée 89/93
Produits vivriers	21,0	-11,0	Biens échangeables	75,6	-7,8
Produits manufact. informel	10,6	-24,2	Biens non échangeables	24,4	2,0
Produits manufact. formel	50,0	-3,6	Produit contrôlés	29,1	13,8
Services	18,4	6,9	Produits non contrôlés	70,9	-13,3
-Services publics	(6,7)	(49,6)	Produits locaux	64,7	-9,6
-Services privés*	(11,7)	(-17,6)	produits importés	35,3	2,3

Source: Calculs personnels à partir de DSCN 1993. Les services privés aux ménages sont massivement des services informels.

La faiblesse des coûts du travail constitue la principale raison invoquée pour expliquer le bas niveau des prix par rapport aux concurrents formels. Globalement, les variables de coûts sont plus souvent mises en avant pour justifier l'avantage prix du secteur informel, même si un établissement sur quatre pratiquant des prix inférieurs au secteur formel y est contraint parce qu'il s'adresse à un secteur de demande "plus pauvre".

. Comportement de consommation des ménages et arbitrage formel/informel

Nous avons noté plus haut que le secteur informel était presque exclusivement orienté vers la satisfaction des besoins des ménages. Du côté de la demande, il convient maintenant de s'interroger sur la part de la consommation des ménages qui est satisfaite par le secteur informel et les raisons qui les incitent à s'adresser à ce secteur.

En premier lieu, les réseaux de commercialisation informels exercent une domination écrasante dans la satisfaction de la demande finale des ménages, puisque près de trois quart de leur consommation lui est adressée. Cette proportion est encore plus importante si l'on exclut de la consommation les 5% correspondant aux services publics (éducation, santé) bénéficiant d'une situation dominante. De plus, la propension à consommer "informel" est une fonction décroissante du niveau de revenu. Elle atteint 80% chez les ménages informels mais "seulement" 60% chez les ménages publics.

C'est la faiblesse des prix qui pousse les ménages à se tourner vers le secteur informel. Plus de 80% des ménages invoquent ce motif pour expliquer leur recours au secteur informel. Par contre, le secteur formel est recherché pour la qualité des produits qu'il fournit. Cette polarisation entre un secteur informel bon marché et un secteur formel de qualité est d'autant plus robuste, qu'elle se retrouve quel que soit le type de biens ou services considéré, à l'exception notable des transports où les taxis informels sont plus chers mais apportent un confort supérieur au service de bus de la compagnie publique.

De plus, l'arbitrage prix/qualité constitue le déterminant fondamental du choix du secteur d'achat. Ni la qualité de l'accueil, ni la prise en compte des relations familiales (qu'on aurait pu juger importante dans le secteur informel), ni les modalités éventuelles de crédit à la consommation, ni d'autres motivations extra-économiques, ne jouent un rôle conséquent dans le choix du fournisseur. Ce résultat montre que les décisions des consommateurs camerounais s'inscrivent dans une logique économique plus sensible à l'état du marché qu'à des facteurs sociaux ou culturels, même dans le secteur informel.

TABLEAU 5
RAISON PRINCIPALE DU CHOIX DU LIEU D'ACHAT PAR TYPE DE PRODUITS

%	RAISON PRINCIPALE							
	Secteur informel				Secteur formel			
	Prix	Qualité	Autre	TOTAL	Prix	Qualité	Autre	TOTAL
1.- Alimentation	82,8	9,3	7,9	100	30,6	66,0	3,4	100
2.- Habillement	87,5	10,8	1,7	100	20,0	75,1	4,9	100
3.- Logement	77,5	6,5	16,0	100	19,5	78,3	2,2	100
4.- Equipement et entretien de maison	88,8	7,7	4,5	100	32,0	66,8	1,2	100
5.- Santé, soins personne	87,9	7,0	5,1	100	21,2	77,6	1,2	100
6.- Transport, communication	47,7	44,9	7,4	100	19,5	79,7	0,8	100
7.- Education, loisirs	81,8	9,5	8,7	100	29,4	66,6	4,0	100
CONSOMMATION	83,0	10,0	7,0	100	25,3	72,0	2,7	100
INVESTISSEMENT	72,9	11,0	16,1	100	16,5	76,7	6,8	100

Source: ELA93.

La forte sensibilité des ménages aux prix, et la chute du prix relatif des biens informels par rapport aux biens formels entre 1989 et 1993 conduisent à penser que les ménages ont déplacé une partie de leur consommation vers le secteur informel. Cette induction est validée par les résultats de l'enquête. Près de 40% des ménages déclarent que face à la baisse de leurs revenus réels, qu'ils estiment à environ 50% depuis deux ans, ils ont tenté de maintenir leur niveau de consommation en achetant là où les prix sont les plus faibles. Il y a donc eu une forte substitution en faveur du secteur informel.

Il faut cependant noter que le processus de substitution est limité dans la mesure où le secteur informel absorbe déjà le gros de la consommation. On peut penser que la vitesse de substitution devrait avoir tendance à se ralentir à mesure que les biens formels encore présents dans le panier de consommation ne sont pas produits par le secteur informel.

Le déplacement de la consommation vers le secteur informel peut être imputé à deux facteurs :

- d'une part, à revenu constant, une baisse des prix dans le secteur informel incite les ménages à se porter sur ses produits;

– d'autre part, à prix constant, une baisse du revenu réel conduit les ménages à se satisfaire des biens informels de moindre qualité mais moins cher.

Evidemment, une reprise devrait réduire la part relative du secteur informel dans la consommation des ménages à moins que celui-ci réussisse à changer sa technique de production et à améliorer la qualité de ses produits.

TABLEAU 6
MODES D'AJUSTEMENT DE LA CONSOMMATION EN PERIODE DE BAISSSE DES REVENUS
PAR TYPE DE MENAGES

%	TYPES DE MENAGES				TOTAL
	Public	Privé formel	Privé informel	Chômeur, Inactif	
1.- Baisse des revenus depuis 1991	47	49	63	66	58
2.- Part de la consommation totale des ménages achetée dans le secteur informel	62	71	78	71	71
3.- Proportion de ménages ayant changé de lieu d'achat en faveur de fournisseurs moins chers	27,3	41,4	20,3	73,8	39,3

Source: ELA93. La baisse des revenus correspond à une déclaration spontanée des ménages, et non à une estimation quantitative.

. Le secteur informel et L'Etat.

A l'heure où la traduction française du fameux livre d'H. de SOTO vient de paraître ⁽²⁾, il convient de s'interroger sur les liens entre le secteur informel et les régulations publiques. Rappelons que selon de SOTO la genèse du secteur informel s'explique par les entraves bureaucratiques que l'Etat fait peser sur les activités productives. La corruption des fonctionnaires, la pression fiscale exorbitante, la complexité et les coûts de la légalité induisent les entrepreneurs potentiels à s'informaliser et à exercer en marge de la légalité.

Cette thèse est battue en brèche par les résultats détaillés de l'enquête. Même si les UPI ne sont pas dans l'ensemble dûment enregistrés, elles apparaissent plus comme un secteur de développement spontané des activités économiques des ménages que comme une stratégie de contournement de la législation en vigueur. Dans leur immense majorité les UPI ne sont pas enregistrées sur les différents registres administratifs. C'est la méconnaissance générale de la législation en vigueur de la part des entrepreneurs informels qui explique le non enregistrement (à l'exception de la patente, où un tiers des UPI qui ne la paient pas déclarent que c'est parce que c'est trop cher).

TABLEAU 7
LES RAISONS DU NON ENREGISTREMENT DES UNITES DE PRODUCTION INFORMELLES

Type de registres	Taux d'enregistrement	Raisons du non enregistrement						Total
		Trop cher	Démarches trop compliquées	Non obligatoire	Ne sait pas s'il faut s'inscrire	En cours d'inscription	Autres raisons	
Patente	16,4	34,3	2,7	46,9	6,6	0,7	8,6	100
Registre du commerce	4,7	5,3	12,0	54,2	20,7	1,5	6,3	100
DSF	0,4	3,6	4,4	54,0	30,6	0,2	7,2	100
CNPS	0,3	1,7	1,4	58,0	28,8	0,1	10,0	100

note: DSF, déclaration statistique et fiscale. CNPS: Caisse Nationale de Prévoyance sociale.

²) de SOTO H., "L'autre sentier : la révolution informelle dans le tiers monde", La découverte, Paris, 1994.

En fait, la thèse de de SOTO est à double détente. D'une part, les pesanteurs bureaucratiques poussent les entrepreneurs à se submerger pour échapper aux ponctions de l'Etat. Mais d'autre part, le carcan administratif bride le développement des activités informelles, qui sont contraintes de végéter à un niveau très faible.

Ce second argumentaire est lui aussi invalidé par l'enquête. L'importance accordée par les entrepreneurs informels aux problèmes d'imposition et/ou de réglementation comme facteur de blocage est secondaire. L'excès des interventions publiques n'est mentionné que par 13% des UPI et arrive très loin derrière le manque de clientèle (71%) ou encore l'excès de la concurrence (68%).

TABLEAU 8
PRINCIPALES DIFFICULTES RENCONTREES PAR LE SECTEUR INFORMEL
(classées par ordre d'importance décroissante)

	Total	Industrie	Commerce	Service
1. Manque de clientèle	71,0	75,5	72,0	66,1
2. Excès de concurrence	68,3	53,5	80,6	61,1
3. Difficulté d'accès au crédit	46,4	40,7	49,2	46,7
4. Coût du crédit	30,4	27,5	29,7	33,4
5. Manque de place, local inadapté	26,1	26,2	27,2	24,3
6. Manque de machines ou d'équipements	24,2	41,8	4,3	40,4
7. Approvisionnement en matières premières	19,1	17,4	25,1	11,4
8. Trop de réglementations, trop d'impôts	13,2	6,2	14,2	16,8
9. Difficulté d'organisation, de gestion	7,7	4,4	7,8	10,0
10. Recrutement de personnel qualifié	3,0	3,9	2,6	2,8
11. Difficulté technique de fabrication	3,0	8,7	0,1	2,9
Aucun problème	0,5	0,9	0,1	0,9

note: le total en colonne peut être supérieur à 100%, car il s'agit de questions à réponses multiples

Cependant, le non respect des réglementations économiques en vigueur ne signifie pas que le secteur informel soit totalement méconnu des services de l'Etat. En effet, le secteur informel est partiellement fiscalisé, puisque 16% des UPI payent la patente et que la part des impôts et taxes atteint 6,5% de la valeur ajoutée totale du secteur.

De plus, les relations de l'Etat avec le secteur informel ne sont pas dépourvues de frictions. Ainsi, environ 20% des chefs d'UPI déclarent avoir connu des problèmes avec les agents de l'Etat au cours de l'année écoulée. Deux branches sont particulièrement touchées: les "*commerces de produits industriels*" et surtout les "*transports*". Dans ce dernier secteur près des trois quarts des transporteurs informels ont eu maille à partir avec l'autorité publique.

Lorsqu'un litige survient, le différend se règle par le paiement d'une amende dans moins de 10% des cas. Le paiement d'un "cadeau" est donc de rigueur, puisque qu'il représente le mode de règlement du conflit pour plus de 70% des chefs d'UPI interpellés par les agents de l'Etat. Le versement de "cadeaux" semble une pratique généralisée qui touche indifféremment toutes les branches. Le montant annuel moyen de ces "cadeaux" pour les UPI en infraction atteint 22 000 Fcfa, et dépasse le montant moyen des amendes (18000Fcfa). Encore une fois, les transporteurs informels sont les plus touchés puisqu'ils doivent verser en moyenne plus de 45 000 Fcfa annuellement de la main à la main.

Selon les chefs d'UPI, pour chaque franc cfa qui est payé sous forme d'amende et qui en principe doit revenir à l'Etat, 10 francs cfa seraient empochés illégalement par des fonctionnaires indéclicats. Par contre, à l'échelle du secteur informel dans son ensemble, les

prélèvements publics, qu'ils soient légaux ou illégaux, ne constituent pas une ponction prohibitive pesant sensiblement sur la rentabilité et menaçant la survie des UPI.

TABLEAU 9
LE SECTEUR INFORMEL ET L'ETAT: MODE DE REGLEMENT DES LITIGES

	Problèmes avec l'Etat	Pour les UPI ayant eu des problèmes, quel a été le mode de règlement				Montant des paiements (en 1000Fcfa/an)	
		Amendes	"Cadeaux"	Autres	Total	Amendes	"Cadeaux"
Industries:	8,6	11,4	74,7	13,9	100	28	5
Commerce:	25,1	8,6	77,6	13,8	100	22	19
Services:	25,5	7,9	59,7	32,4	100	10	34
TOTAL	21,4	8,6	70,7	20,7	100	18	22

II.- LA MODELISATION DU SECTEUR INFORMEL

Comme l'ont montré les résultats d'enquêtes, la modélisation du secteur informel fait intervenir trois spécifications fondamentales: la détermination de l'offre de travail, l'arbitrage entre biens formels et informels dans la consommation des ménages, et la concurrence entre commerce formels et informels pour le partage de la demande commercialisée.

Nous présentons maintenant ces trois spécifications, ainsi qu'un modèle simplifié de l'économie urbaine comprenant un secteur formel et un secteur informel et reprenant les deux premières spécifications (sans commerce). Ce modèle simplifié constitue en quelque sorte le coeur d'un modèle plus complet appliqué au cas du Cameroun, dont les résultats seront exposés dans la troisième partie. Une résolution analytique du modèle simplifié a été effectuée, qui permet de dégager une série de résultats théoriques généraux, indépendants des valeurs des paramètres et de l'application à un pays en particulier. Enfin, une application du modèle simplifié à l'économie urbaine camerounaise est réalisée, afin d'illustrer les résultats généraux obtenus et de montrer leur robustesse à la variation des paramètres structurels fondamentaux (à partir de tests de sensibilité).

1. Hétérogénéité et concurrence entre formel et informel : principales hypothèses du modèle

1.1 Le marché du travail

La première spécificité du secteur informel concerne le marché du travail. Alors que dans le secteur formel, le travail est exclusivement composé d'emplois salariés, dans le secteur informel le taux de salarisation ne dépasse pas 10%. Par conséquent, si la demande de travail résulte du comportement de maximisation du profit des entrepreneurs du secteur formel, dans le secteur informel il n'existe pas de véritable demande de travail, dans la mesure où celle-ci est totalement déterminée par l'offre de travail.

L'emploi informel consiste en effet essentiellement en auto-emploi, c'est-à-dire qu'il procède de la création de micro-entreprises indépendantes. Le marché du travail urbain comprend donc trois types d'actifs: les salariés du secteur formel (privé et public), les indépendants du secteur informel, et les chômeurs. Les actifs ont le choix entre créer leur propre entreprise informelle ou se porter sur le marché du travail salarié, avec le risque de se retrouver au chômage. Les entreprises informelles nécessitent très peu de capital. Puisqu'il n'y a aucune barrière à l'entrée dans le secteur informel, les actifs choisissent donc de créer une

micro-entreprise dès lors qu'ils peuvent espérer un revenu non négligeable par rapport au revenu qu'ils peuvent espérer en recherchant un emploi salarié.

On définit ainsi l'offre de travail indépendant, qui est égale par définition à la demande de travail indépendant. Pour tenir compte du fait qu'il existe aussi des salariés dans le secteur informel, nous avons considéré que travail indépendant et travail salarié sont complémentaires dans ce secteur (autrement dit, le taux de salarisation du secteur informel est constant). La demande de travail salarié formel étant déterminée sur le marché du bien formel, et l'offre totale de travail urbain exogène, le chômage urbain s'établit par solde.

Contrairement à sa formalisation originelle, notre fonction de migration "à la Harris-Todaro" porte sur les passages entre travail salarié et travail indépendant, plutôt que sur la migration rurale/urbaine. Ce choix semble plus pertinent, dans la mesure où la confrontation des espérances de revenus est le facteur déterminant des migrations intersectorielles en ville, alors que les migrations ville/campagne dépendent de bien d'autres facteurs (coûts de migration, information imparfaite et autres variables environnementales). Si les individus sont à même d'évaluer les revenus espérés "réels" (déflatés par les prix à la consommation) dans chaque secteur en ville, tel n'est pas le cas entre ville et campagne. Par ailleurs, la vitesse des migrations sectorielles en milieu urbain est plus rapide que celle des migrations ville/campagne.

Ainsi, pour tenir compte de ces différentes spécificités, la formalisation retenue distingue dans l'offre de travail urbaine les indépendants informels, les salariés du public et du privé, et les chômeurs:

$$\bar{L} = L_i + L_f + \bar{L}_g + L_u \quad (4)$$

L'offre de travail indépendant (ou informel) est équivalente à la création d'une micro-entreprise. Les actifs choisissent entre créer leur propre entreprise et se présenter sur le marché du travail salarié, en fonction du rapport entre le revenu par tête dans le secteur informel (valeur ajoutée par tête) et l'espérance du salaire sur le marché du travail salarié.

Au niveau micro-économique, on formalise la probabilité de créer son propre emploi informel, au lieu de se porter sur le marché du travail salarié, au risque d'être chômeur. Celle-ci est fonction de caractéristiques individuelles, et du rapport entre l'utilité associée au revenu par tête qu'il peut espérer toucher en se mettant à son compte (on considère qu'il perçoit ce revenu comme certain), et l'espérance de l'utilité associée au salaire formel:

$$P_j(I_i = 1) = f\left(\frac{U(r_i)}{EU(\bar{w})}, X(j)\right)$$

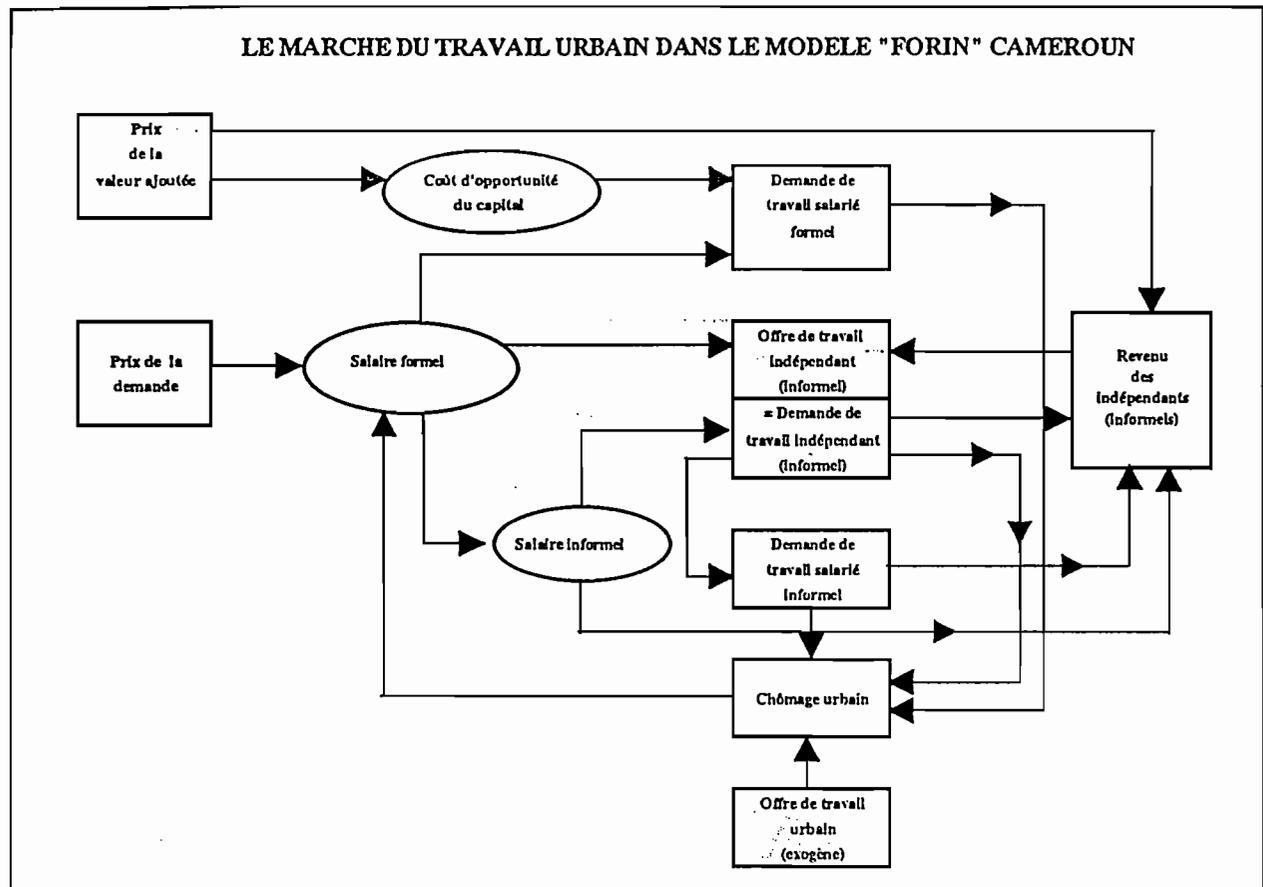
L'agrégation des probabilités individuelles, en négligeant les facteurs d'aversion pour le risque, conduit à une fonction macro-économique du type:

$$\frac{L_i}{\bar{L} - L_i} = B_i \left(\frac{p_i Q_i / L_i}{E(w)} \right)^{\epsilon_i} \quad (5)$$

où $E(w) = \left(\frac{L_f + \bar{L}_g}{\bar{L} - L_i} \right) \left(\frac{\bar{w}_f L_f + \bar{w}_g \bar{L}_g}{L_f + \bar{L}_g} \right)$ est la probabilité de trouver du travail sur le marché du travail salarié multipliée par le salaire moyen. L'équation (5) s'écrit plus simplement comme ci-dessous:

$$\frac{L_i}{\bar{L} - L_i} = B_i \left(\frac{P_i Q_i}{\bar{w}_f L_f + \bar{w}_g \bar{L}_g} \right)^{\frac{\epsilon_i}{1 + \epsilon_i}} \quad (5')$$

Le rapport entre l'offre de travail indépendant (informel) et l'offre de travail salarié est fonction du rapport entre les revenus totaux dans les deux secteurs.



1.2 L'arbitrage entre biens formels et informels dans la consommation des ménages

La seconde spécificité de notre modélisation du secteur informel concerne la demande de biens. Le secteur formel et le secteur informel sont concurrents sur le marché des biens et services de consommation finale. Sur ce marché, les biens informels sont de qualité inférieure aux biens formels, leur demande baisse donc à mesure que le revenu s'accroît, mais cette qualité inférieure est bien souvent compensée par des prix inférieurs auxquels les consommateurs sont également sensibles. Par exemple, suite à une dévaluation une partie de la demande de consommation des ménages peut se reporter sur le secteur informel, en principe peu sensible aux intrants importés et aux coûts des salaires des expatriés. Bien entendu, la concurrence est seulement imparfaite, car les deux secteurs ne produisent pas tout à fait les mêmes choses (différence de nature en plus de la différence de qualité).

Pour traiter ce problème, et par analogie avec la formalisation d'Armington qui répartit la demande de biens entre importations et production domestique, nous déterminons le partage de la consommation de bien composite "non agricole" entre bien formel et bien informel en fonction des prix de demande de chacun des deux biens. D'autre part, les enquêtes auprès des ménages ont montré que les ménages choisissent les biens formels pour leur qualité supérieure.

On peut donc penser que l'informalisation de l'économie camerounaise est principalement due à la baisse des revenus des ménages, qui se reportent sur les biens informels moins chers. Inversement, la reprise éventuelle de la croissance et de la consommation au cours des années à venir devrait se traduire par un mouvement de "formalisation", les ménages déplaçant leurs achats vers des produits de qualité. L'équation de partage de marché entre les deux biens dépend donc non seulement des prix relatifs, mais aussi du revenu réel par tête.

Enfin, les deux secteurs se différencient par leur mode de fixation des prix. Le secteur formel est relativement plus rigide et le secteur informel relativement plus flexible. Le modèle considère ainsi que les prix des secteurs informels sont uniquement déterminés par l'équilibre de l'offre et de la demande. Le revenu des micro-entrepreneurs informels dépend directement de ces prix. En revanche, les prix des secteurs formels, plus oligopolistiques, sont déterminés par l'application d'une marge par rapport aux coûts salariaux unitaires.

La production

Secteur formel privé

Le processus de production formel mobilise du travail et du capital à rendements constants; elle n'implique que des consommations provenant de l'extérieur de l'économie urbaine. Le capital est immobile et est utilisé au taux τ_f . On formalise la valeur ajoutée formelle sous la forme d'une fonction à élasticité de substitution constante (CES):

$$Q_f = \text{CES}(L_f, \tau_f \bar{K}_f) \quad (1)$$

Le taux de marge en valeur est fixe et le taux de salaire est fixé conventionnellement; le prix de la production formelle est donc déterminé de la manière suivante:

$$p_f = (1 + \bar{\mu}_f) \frac{\bar{w}_f L_f}{Q_f} \quad (2)$$

Secteur informel

Le processus de production informel mobilise de façon complémentaire travail et capital; le capital est mobilisé à un coût presque nul à partir de l'épargne familiale.

$$Q_i = a_i L_i \quad (3)$$

La consommation

Le revenu des ménages urbains provient de la valeur ajoutée du secteur informel, des salaires privés formels et d'une source de revenu exogène, ici les salaires publics:

$$R = p_i Q_i + \bar{w}_f L_f + \bar{w}_g \bar{L}_g \quad (6)$$

La consommation totale de produits formels et informels est fonction du taux d'épargne et du revenu:

$$pC = \bar{c}R \quad (7)$$

Les consommateurs partagent leur volume de consommation entre produits formels et informels en fonction de leur revenu réel par tête et du prix relatif des produits:

2. Impact d'un choc sur le marché du travail urbain

2.1. Résolution du modèle simplifié

Le modèle contient les variables exogènes suivantes: $\bar{w}_f, \bar{w}_g, \bar{L}_g, \bar{L}$, c'est-à-dire respectivement les deux taux de salaire formel privé et public, la demande de travail publique, l'offre de travail urbaine. La seule source de revenu exogène est ici d'origine budgétaire: $\bar{w}_g \bar{L}_g$, mais il serait facile d'introduire une autre composante du revenu des ménages comme des transferts ou des prestations sociales. Enfin, il serait aussi possible de traiter le taux de marge des entreprises privées formelles, ou plus directement le prix des produits formels, comme des instruments de politique économique (contrôle des prix). Pour le moment, seul un choc sur la demande de travail ou de produits (salaires ou emploi public) et un choc sur l'offre de travail urbaine seront étudiés.

La résolution de la statique comparative du modèle utilise quelques résultats micro-économiques³. Dans le secteur formel, la maximisation du profit, la technique de production CES et l'hypothèse de mark-up impliquent les relations suivantes:

$$\dot{Q}_f = \dot{L}_f = \dot{\tau}_f$$

$$\dot{p}_f = \dot{\bar{w}}_f$$

Dans le secteur informel, on a en revanche:

$$\dot{Q}_i = \dot{L}_i = \dot{\bar{L}} + \frac{\varepsilon_i}{1 + \varepsilon_i} \left(1 - \frac{L_i}{\bar{L}} \right) (\dot{p}_i + \dot{Q}_i - \dot{\bar{w}}_f - \dot{L}_f)$$

Sur le marché des produits de consommation enfin:

$$\dot{Q}_f = \dot{C}_f$$

$$\dot{Q}_i = \dot{C}_i$$

$$\dot{C}_i - \dot{C}_f = \eta_r (\dot{R} - \dot{p} - \dot{\bar{L}}) + \eta_p (\dot{p}_i - \dot{p}_f)$$

Dans chacun des deux secteurs la production, la demande et l'emploi évoluent donc de manière identique (en taux de croissance). La productivité du travail informel étant constante, l'évolution des prix informels est exactement égale à celle du revenu par tête des micro-entrepreneurs.

La résolution du modèle aboutit à un système de trois équations à trois inconnues (endogènes), où l'on choisit de faire figurer la production formelle, la production informelle et le prix du produit informel:

$$\begin{cases} (1 - \alpha_i \eta_r) \dot{Q}_i - (1 - \alpha_i \eta_r + \eta_r) \dot{Q}_f - \eta_p \dot{p}_i = -\eta_p \dot{\bar{w}}_f \\ (1 - \Lambda_i) \dot{Q}_i + \Lambda_i (1 - \lambda_g) \dot{Q}_f - \Lambda_i \dot{p}_i = \dot{\bar{L}} - \Lambda_i (1 - \lambda_g) \dot{\bar{w}}_f - \Lambda_i \lambda_g \dot{\bar{w}}_g - \Lambda_i \lambda_g \dot{\bar{L}}_g \\ (1 - \bar{c}) \dot{Q}_i + (\bar{c} \beta_g - (1 - \bar{c})) \dot{Q}_f + (1 - \bar{c}) \dot{p}_i = -(\bar{c} \beta_g - (1 - \bar{c})) \dot{\bar{w}}_f + \bar{c} \beta_g \dot{\bar{w}}_g + \bar{c} \beta_g \dot{\bar{L}}_g \end{cases}$$

avec:

³ :Les variables surmontées d'un point correspondent à des taux de croissance.

$$\alpha_i = \frac{Q_i}{Q_i + Q_f}, \Lambda_i = \frac{\varepsilon_i}{1 + \varepsilon_i} \left(1 - \frac{L_i}{\bar{L}} \right),$$

$$\beta_g = \frac{\bar{w}_g \bar{L}_g}{p_i Q_i}, \text{ et } \lambda_g = \frac{\bar{w}_g \bar{L}_g}{\bar{w}_g \bar{L}_g + \bar{w}_f L_f}$$

La résolution du système fournit les élasticités des trois variables endogènes par rapport au choc sur le marché du travail:

$$\begin{cases} \dot{Q}_f = \varphi_f (\dot{\bar{w}}_g + \dot{\bar{L}}_g - \dot{\bar{w}}_f) + \psi_f \dot{\bar{L}} \\ \dot{Q}_i = \varphi_i (\dot{\bar{w}}_g + \dot{\bar{L}}_g - \dot{\bar{w}}_f) + \psi_i \dot{\bar{L}} \\ \dot{p}_i - \dot{p}_f = \varphi_p (\dot{\bar{w}}_g + \dot{\bar{L}}_g - \dot{\bar{w}}_f) + \psi_p \dot{\bar{L}} \end{cases}$$

Les élasticités par rapport aux chocs de demande (licenciement des fonctionnaires, baisse de salaires) s'écrivent comme suit:

$$\varphi_f = \frac{(1 - \alpha_i \eta_r)(\gamma - \delta) - \eta_p \delta}{[(1 - \alpha_i \eta_r)(\gamma - \delta) - \eta_p \delta] + (\eta_p + \eta_r + 1 - \alpha_i \eta_r)}$$

$$\text{avec: } \gamma = \left(\frac{\bar{c}}{1 - \bar{c}} \right) \left(\frac{w_g L_g}{p_i Q_i} \right), \delta = \gamma - \Lambda_i (\gamma - \lambda_g)$$

$$\varphi_i = (\gamma - \delta)(1 - \varphi_f)$$

$$\varphi_p = (1 - \delta)\varphi_f + \delta$$

Les élasticités par rapport à l'accroissement de l'offre de travail s'expriment aisément par rapport aux précédentes:

$$\psi_f = \frac{\eta_p + \eta_r + 1 - \alpha_i \eta_r}{[(1 - \alpha_i \eta_r)(\gamma - \delta) - \eta_p \delta] + (\eta_p + \eta_r + 1 - \alpha_i \eta_r)} = 1 - \varphi_f$$

$$\psi_i = 1 - (\gamma - \delta)\psi_f = 1 - \varphi_i$$

$$\psi_p = (1 - \delta)\psi_f - 1 = -\varphi_p$$

Les deux sections suivantes se consacrent séparément à l'analyse des deux séries d'élasticités.

2.2. Impact du choc de demande: analyse des élasticités

La question principale est ici: à quelles conditions le secteur informel peut-il réagir de manière contra-cyclique par rapport à l'économie formelle, et fonctionner comme un amortisseur des chocs sur la demande urbaine d'emploi et de produits?

En se rappelant que $\eta_r < 0$ et $\eta_p < 0$, $0 < \alpha_i < 1$ et $0 < \Lambda_i < 1$, il est possible de vérifier que, dans les cas pertinents, $\gamma > \delta > 1$, et que l'élasticité de la production formelle (et de l'emploi formel) est positive, et supérieure à celle de la production informelle et de l'emploi informel. En revanche, cette dernière peut être négative, c'est-à-dire contra-cyclique. Dans le cas général, les trois élasticités fondamentales possèdent les propriétés suivantes:

$$\varphi_f > 0$$

$$\frac{\partial \varphi_f}{\partial \eta_p} < 0, \frac{\partial \varphi_f}{\partial \eta_r} < 0$$

$$\lim_{\eta_p \rightarrow -\infty} \varphi_f > 1, \lim_{\eta_r \rightarrow -\infty} \varphi_f > 1$$

$$\varphi_f > \varphi_i$$

$$\varphi_i < 0 \Leftrightarrow \varphi_f > 1 \Leftrightarrow \eta_r < \frac{-1 - \eta_p}{1 - \alpha_i}$$

$$\frac{\partial \varphi_i}{\partial \eta_p} > 0, \frac{\partial \varphi_i}{\partial \eta_r} > 0$$

$$\lim_{\eta_p \rightarrow -\infty} \varphi_i < 0, \lim_{\eta_r \rightarrow -\infty} \varphi_i < 0$$

$$\varphi_p > 0$$

En clair, les 5 propositions suivantes sont toujours vérifiées:

1*) Si les produits formels et informels sont suffisamment similaires ($|\eta_p| > 1$), la réponse de la production informelle au choc sur le marché du travail urbain est contra-cyclique.

2*) Si les deux catégories de produits sont moins substituables, il faut alors que les produits informels soient suffisamment inférieurs aux produits formels aux yeux des consommateurs, c'est-à-dire que l'élasticité-revenu soit suffisamment élevée, pour obtenir un effet contra-cyclique.

3*) Même si le secteur informel est pro-cyclique, sa sensibilité à la demande est plus inerte que celle du secteur formel. Le secteur informel joue donc toujours un rôle d'amortisseur des chocs, à défaut de les absorber.

4*) Les prix du secteur informel, de même que les revenus des entrepreneurs informels, évoluent de manière pro-cyclique par rapport aux salaires privés formels. Par exemple, la chute de la demande urbaine diminue les revenus informels par rapport aux salaires privés formels.

5*) Dans le cas extrême où les deux secteurs sont complémentaires, et leurs demandes liées (sous-traitance, consommations jointes), le secteur informel est bien entendu pro-cyclique et son élasticité au choc de demande est exactement égale à celle du secteur formel.

L'introduction de liaisons intersectorielles (consommations intermédiaires croisées entre les deux secteurs) atténue le contraste entre les réactions des deux secteurs. L'indexation des salaires formels sur les prix à la consommation, dont les prix informels sont une composante, a également un effet atténuateur. Dans ce cas, les deux élasticités de la production informelle et de la production formelle sont égales aux précédentes, à un coefficient multiplicatif près, inférieur à 1, et d'autant plus petit que l'indexation est forte.

2.3. Impact du choc sur l'offre de travail urbaine: analyse des paramètres

La question principale est ici: à quelles conditions et dans quelles proportions le secteur informel peut-il absorber l'excédent de main-d'oeuvre urbain provenant de la croissance démographique et des flux migratoires campagne-ville?

Dans les cas pertinents, les relations suivantes entre les élasticités sont vérifiées:

$$\psi_f < 0 \Leftrightarrow \varphi_f < 1 \Leftrightarrow \eta_r < \frac{-1 - \eta_p}{1 - \alpha_i}$$

$$\psi_i > 0$$

$$\psi_p < 0$$

En fait, toutes les propriétés des élasticités au choc d'offre de travail se déduisent des propriétés des élasticités au choc de demande.

En clair:

1°) Le secteur informel est en mesure d'absorber une partie de l'excédent de main-d'oeuvre.

2°) L'absorption de cet excédent de main-d'oeuvre suppose que le revenu des micro-entrepreneurs informels régresse par rapport au salaire privé formel.

3°) Si les produits formels et informels sont très substituables, le secteur informel progresse au détriment du secteur formel.

4°) Si la concurrence n'est pas trop vive entre les deux secteurs (produits formels et informels peu substituables) et pour peu que les produits informels ne soient pas trop inférieurs, le secteur formel absorbe lui aussi une partie de l'excédent de main-d'oeuvre, grâce à une augmentation de la demande globale.

5°) A la limite, lorsque les deux secteurs sont complémentaires et leurs demandes liées, leur capacité d'absorption est égale.

2.4. Impact des deux chocs combinés

En résumé, comme le montre le tableau ci-dessous, le secteur informel agit le plus souvent comme un amortisseur des chocs sur le marché du travail urbain, au prix d'une régression de ses revenus et donc d'une précarisation de ses activités. Ainsi, lors d'un licenciement de fonctionnaires et sous l'effet d'un accroissement de l'offre de travail urbaine, l'emploi informel s'accroît tandis que les revenus informels régressent.

TABLEAU 10
TYPOLOGIE DU SECTEUR INFORMEL EN FONCTION DU STATUT DE SES PRODUITS

Statut du produit informel par rapport au produit formel	Substituable	Peu substituable
Inférieur	Matelas de sécurité Contra-cyclique Absorbe une part de l'excédent de MO	Refuge Contra-cyclique Absorbe une part l'excédent de MO
Equivalent	Compétitif Contra-cyclique Absorbe une part de l'excédent de MO	Différencié Pro-cyclique Absorbe une part de l'excédent de MO

Deux caractéristiques peuvent conférer cette faculté d'absorption au secteur informel:

- une flexibilité supérieure à celle du secteur formel, pour peu que ses productions soient suffisamment substituables aux productions formelles;
- une production moins sensible à la chute du revenu réel par tête que celle du secteur formel, sur laquelle la consommation des ménages se replie.

Dans le cas d'un choc de demande (emploi ou salaire publics), en dehors du cas "différencié" du tableau 1, le secteur informel progresse au détriment du secteur formel qui

répond toujours négativement à un tel choc. Dans le cas d'un choc d'offre de travail, les deux secteurs peuvent absorber chacun une partie du chômage, pour peu que les produits ne soient pas trop inférieurs aux produits formels. Bien sûr, le secteur informel agit d'autant plus comme amortisseur que l'offre de travail indépendant est plus élastique.

Enfin, la capacité d'absorption agrégée du système urbain dépend non seulement de l'élasticité de la production et de l'emploi informels aux chocs, mais aussi du poids du secteur informel dans l'emploi urbain total.

Car la variation du taux de chômage en nombre de points s'écrit ainsi:

$$\Delta u = \Omega \dot{\bar{L}} - \Omega \dot{\bar{L}}_g - \left(\Omega - \frac{\bar{L}_g}{\bar{L}} \right) (\dot{\bar{w}}_g - \dot{\bar{w}}_f)$$

$$\Omega = \frac{L_i}{\bar{L}} \varphi_i + \frac{L_f}{\bar{L}} \varphi_f + \frac{\bar{L}_g}{\bar{L}}$$

dans laquelle interviennent les poids relatifs des trois secteurs (formel privé, public et informel) dans l'emploi total, les paramètres de réaction de l'offre privée (formelle et informelle) et l'ampleur du choc sur le marché du travail. Par définition, le système urbain absorbe une partie du choc *ex ante* si et seulement si:

$$\Delta u_{\text{expost}} < \Delta u_{\text{exante}} = \left(1 - \frac{L_u}{\bar{L}} \right) \dot{\bar{L}} - \frac{\bar{L}_g}{\bar{L}} \dot{\bar{L}}_g$$

C'est-à-dire pour un licenciement de fonctionnaires, si et seulement si:

$$(I): \quad \frac{L_i}{\bar{L}} \varphi_i + \frac{L_f}{\bar{L}} \varphi_f < 0$$

Et pour un choc d'offre de travail si et seulement si:

$$(II): \quad 0 < \frac{L_i}{\bar{L}} (1 - \varphi_i) + \frac{L_f}{\bar{L}} (1 - \varphi_f)$$

Il est facile de voir que (I) \Rightarrow (II). Autrement dit, quelles que soient les valeurs des paramètres du modèle présenté ici, il est plus facile pour le marché du travail urbain d'absorber un choc d'offre de travail qu'un licenciement. En effet, un licenciement de fonctionnaires, non seulement représente un surcroît de chômeurs *ex ante*, mais aussi ampute une partie de la demande urbaine. Une autre manière de voir ce phénomène consiste à observer que le coefficient des deux chocs est identique (Ω), mais qu'il porte sur les taux de croissance; or, un même nombre de chômeurs supplémentaires *ex ante* correspond à une croissance démographique inférieure à la proportion de fonctionnaires "compressés" équivalente.

En conclusion, grâce à sa flexibilité, le secteur informel joue un rôle d'amortisseur des chocs qui affectent actuellement le chômage urbain dans les villes africaines, qu'il s'agisse d'un surcroît de population active, ou de coupes budgétaires sous forme de baisses de salaires ou de licenciements de fonctionnaires. Le secteur informel est toujours en mesure d'absorber une partie de l'excédent de main-d'oeuvre provenant de la croissance démographique. Dans les deux derniers cas, qui sont également des chocs sur la demande urbaine, le secteur informels peut évoluer de manière contra-cyclique par rapport au secteur formel, dès lors qu'il exerce une concurrence significative à l'égard des produits formels, soit par les prix (substituabilité) soit par la qualité (produits informels inférieurs, d'un niveau de prix plus faible ou plus proches des produits de première nécessité). Mais alors la croissance du secteur informel s'exerce au détriment du secteur formel.

3. Application du modèle simplifié au cas du Cameroun

A partir du cas camerounais, on peut contruire un premier archétype d'une économie urbaine africaine. La répartition de l'emploi et les revenus par tête relatifs correspondent aux résultats de l'enquête sur l'emploi menée à Yaoundé en 1993. La consommation de produits urbains se partage presque à égalité entre les produits formels et les produits informels.

TABLEAU 11
ARCHETYPE D'UNE ECONOMIE URBAINE AFRICAINE DE CONSOMMATION

	Actifs	Revenus	Revenus par tête	Consommation
Fonction publique	13	25	2,00	0
Secteur formel	21	26	1,25	56
Secteur informel	49	48	0,60	44
Chômage	17	0	0,00	0
Total	100	100	1,00	100

Source: Calculs propres DIAL à partir de la comptabilité nationale camerounaise

Cette structure correspond à un taux de marge de 29% dans le secteur formel (soit un mark-up de 0,4) et à une propension moyenne à consommer le revenu de 90%.

L'application numérique présentée ici consiste à étudier l'impact d'une réduction des effectifs de la fonction publique de 20%, d'une baisse des salaires publics de 20%, et d'un accroissement de l'offre de travail urbaine de 5%. *Ex ante*, ces trois chocs produisent respectivement une augmentation du taux chômage de 2,6 points, 0 points et 4,2 points.

Le premier choc n'est pas absorbé, du fait de l'intense contraction de la demande qu'il provoque. Quelle que soit le statut de ses produits et l'élasticité de son offre de travail, le secteur informel ne parvient pas à compenser la forte chute du secteur formel (tableau 12). Dans le cas où les produits des deux secteurs sont peu substituables et équivalents, le secteur informel fonctionne même de façon pro-cyclique, et plus son offre de travail est élastique, plus il concourt au chômage, détruisant des emplois.

TABLEAU 12
ACCROISSEMENT DU TAUX DE CHOMAGE URBAIN EN NOMBRE DE POINTS
A LA SUITE D'UN LICENCIEMENT DE 20% DES FONCTIONNAIRES

	0,5	0,5	1,5	1,5	2,5	2,5
Substituabilité des deux produits						
Différence de qualité entre les deux produits	0,5	1	0,5	1	0,5	1
Elasticité de l'offre de travail informel						
0,5	+7,0	+6,8	+6,4	+6,5	+6,5	+6,4
1,5	+7,2	+6,7	+5,8	+5,5	+5,2	+5,0
5	+7,6	+6,6	+5,1	+4,6	+3,9	+3,5

Choc *ex ante*: +2,6%

Une baisse de salaires a un impact un peu moins sévère sur le chômage, puisqu'avec un effet budgétaire identique et un effet sur la demande urbaine identique, elle n'ajoute pas de chômeurs supplémentaires provenant du secteur public (tableau 12 bis).

TABLEAU 12 bis
ACCROISSEMENT DU TAUX DE CHOMAGE URBAIN EN NOMBRE DE POINTS
A LA SUITE D'UNE BAISSSE DES SALAIRES PUBLICS DE 20 %

Substituabilité des deux produits	0,5	0,5	1,5	1,5	2,5	2,5
Différence de qualité entre les deux produits	0,5	1	0,5	1	0,5	1
Elasticité de l'offre de travail informel						
0,5	+4,2	+4,2	+4,0	+3,9	+3,9	+3,8
1,5	+4,2	+4,1	+3,2	+2,9	+2,6	+2,4
5	+4,2	+4,0	+2,6	+2,0	+1,3	+0,9

Choc *ex ante*: +0,0%

Cependant, dans ces deux derniers cas, où l'économie urbaine dans son ensemble détruit des emplois sous l'effet multiplicateur de la régression de la demande, il faut se rappeler que le secteur informel détruit une proportion moindre de ses emplois que le secteur formel. Il peut même créer des emplois, dans les cas contra-cyclique, mais alors au détriment du secteur formel qui en détruit plus, sous l'effet de la concurrence informelle.

En revanche, l'accroissement de la population active est en partie absorbé, grâce au secteur informel (tableau 13). Dans le cas où les produits formels et informels sont peu substituables et de qualité voisine, le secteur formel concourt à l'absorption de la main-d'oeuvre, d'autant mieux que l'offre de travail informel est peu élastique: il vaut mieux dans ce cas que le dynamisme du secteur informel soit plus limité, afin de ne pas brider la capacité d'absorption du secteur formel.

TABLEAU 13
ACCROISSEMENT DU TAUX DE CHOMAGE URBAIN EN NOMBRE DE POINTS
A LA SUITE D'UN ACCROISSEMENT DE LA POPULATION ACTIVE URBAINE DE 5 %

Substituabilité des deux produits	0,5	0,5	1,5	1,5	2,5	2,5
Différence de qualité entre les deux produits	0,5	1	0,5	1	0,5	1
Elasticité de l'offre de travail informel						
0,5	+1,7	+1,6	+1,6	+1,5	+1,6	+1,5
1	+1,8	+1,6	+1,5	+1,4	+1,4	+1,3
5	+1,9	+1,5	+1,2	+1,0	+1,0	+0,8

Choc *ex ante*: +4,2%

Le cas le plus favorable est celui d'un secteur informel produisant des biens de première nécessité (inférieurs) substituables à ceux produits par le formel. Au Cameroun, les enquêtes effectuées par DIAL auprès du secteur informel comme du secteur formel montrent néanmoins que le niveau de concurrence entre les deux secteurs est très faible. Le secteur informel fournit plutôt des biens et des services peu substituables aux biens et services formels; les produits informels sont néanmoins un peu plus proches des besoins de base des ménages. Son dynamisme est également limité. Le statut des produits du secteur informel africain ne lui permet donc qu'une capacité d'absorption médiocre, en comparaison du cas latino-américain. De cette faible capacité d'absorption découlent des taux de chômage élevé, quand bien même le secteur informel s'accroît, tout en générant des emplois de moins en moins rémunérateurs.

Par rapport au modèle simplifié, le modèle complet qui est utilisé dans la troisième partie introduit :

– l'économie rurale, le secteur agricole;

- les exportations (agricoles et formelles), et les importations (concurrentes des produits formels, et indirectement, des produits informels);
- la distinction entre les ménages agricoles, formels et informels, dotés de comportements différents;
- les spécificités des activités commerciales (distinguées des activités productives) : un secteur commercial formel à marges rigides et un secteur commercial informel à marges flexibles.

III.- INTEGRATION DU SECTEUR INFORMEL DANS UN MODELE D'EQUILIBRE GENERAL APPLIQUE AU CAMEROUN

L'année de base retenue pour les simulations correspond à l'exercice 1992/1993. La matrice de comptabilité sociale associée a été élaborée à partir des comptes générés par TABLO (TES, TEE) pour cette année et des résultats d'enquêtes spécifiques, réalisées par DIAL au Cameroun en 1993 (recensement industriel, enquête 1-2-3 sur l'emploi et la consommation des ménages, ainsi que sur le secteur informel⁽⁴⁾). Ces enquêtes ont été conçues dès l'origine pour mener à bien l'exercice de modélisation du secteur informel.

Pour décrire l'économie camerounaise, nous avons adopté un découpage économique en cinq secteurs de production marchande, cinq types de facteurs de production (dont quatre pour le travail) et trois catégories de ménages. La partition en cinq secteurs s'explique par la volonté de présenter un modèle agrégé distinguant trois biens (agricole, informel, formel), tout isolant les activités commerciales (informelles et formelles). Les activités commerciales doivent être traitées à part pour deux raisons principales:

- d'une part, la demande commerciale dépend de l'offre totale de biens mise sur le marché, ce qui différencie le commerce des autres secteurs;
- d'autre part, le secteur informel camerounais se caractérise par une prédominance massive du commerce, ce qui n'est pas le cas du secteur formel.

De plus, il convient de distinguer commerces informel et formel, dans la mesure où ces deux secteurs sont ceux où la concurrence directe est la plus forte.

Ce canevas doit être considéré comme une première étape, permettant de bien maîtriser les mécanismes de partage entre formel et informel. Dans un second temps, il sera intéressant de décontracter les secteurs en fonction du type de biens, la substitution formel/informel variant d'un secteur à l'autre, sans changer la logique d'ensemble du modèle.

En ce qui concerne les ménages, le choix des trois catégories (ruraux, urbains informels, urbains formels) est directement issu des résultats d'enquêtes. Ces derniers montrent que le revenu des ménages urbains⁽⁵⁾ proviennent presque exclusivement du secteur (formel ou informel) dans lequel travaille le chef de ménage. Ce dernier est en effet le principal apporteur de revenus du ménage. De plus, l'insertion professionnelle des membres secondaires des ménages est directement conditionnée par celle de son chef (homogénéité socio-professionnelle des ménages). Cet état de fait présente l'avantage d'établir une correspondance entre revenu des facteurs et des ménages.

⁴) Voir les différentes publications DIAL sur les résultats de ces enquêtes.

⁵) Soit, les seuls pour lesquels nous disposons d'informations statistiques.

TABLEAU 14
LE DECOUPAGE DE L'ECONOMIE CAMEROUNAISE

SECTEURS	BIENS	TYPES DE FACTEURS	CATEGORIES DE MENAGES
Agriculture	Agricole	Capital	Ménages ruraux
Production informelle	Informel	Travail:	Ménages urbains informels
Production formelle	Formel	- Travail agricole	Ménages urbains formels
Commerce informel		- Travail non salarié	
Commerce formel		- Travail salarié informel	
Services marchands		- Travail salarié formel	

Source: MACINFO, 1994. Les secteurs de production comprennent toutes les branches marchandes non commerciales (industrie, services, BTP, transport).

Le secteur agricole utilise du capital et emploie l'ensemble du travail agricole. Les revenus qu'ils génèrent reviennent exclusivement aux ménages ruraux. Les revenus pétroliers sont reversés à l'Etat dans leur grande majorité, ainsi qu'aux salariés employés dans ce secteur. Enfin, les trois secteurs non primaires (industrie, BTP, services marchands) se partagent l'essentiel du capital accumulable (immeubles, équipements) et mobilisent deux types de travail, salarié et non salarié. C'est évidemment dans les services (auxquels le secteur commercial a été agrégé) que la part du travail informel (ou non salarié) est la plus importante, puisqu'elle représente près de 80%. Mais elle n'est pas non plus négligeable dans l'industrie et le BTP (resp. 63% et 53%). Les revenus du travail tirés de ces trois secteurs sont distribués aux trois catégories de ménages, et la grosse part des salaires revient aux ménages urbains. Quant à l'Etat, il emploie 190 000 salariés, soit 5% de la population active occupée.

En 1993, l'économie camerounaise se trouve dans une situation caractérisée par un sous-emploi massif des facteurs de production. Le taux de chômage atteint 12% et le taux d'utilisation des capacités de production ne dépasse pas 66%. Si le régime actuel du chômage est plutôt de type "keynesien" (les politiques de stabilisation comprimant fortement la demande), il ne faut pas négliger l'importance d'un volant de chômage de type "classique" lié à la faible rentabilité/compétitivité des entreprises locales.

Le PIB total du Cameroun est de 2766 milliards de Fcfa, dont près de 20% provient du secteur informel (production et commerce). Le tableau 15 présente la structure sectorielle du PIB.

TABLEAU 15
REPARTITION SECTORIELLE DU PIB EN 1993

SECTEURS	VALEUR AJOUTEE (en milliards de Fcfa)	%
Agriculture	796	28,8
Production informelle	300	10,8
Production formelle	874	31,6
Commerce informel	204	7,4
Commerce formel	218	7,9
Services non marchands	374	13,5
Total	2766	100

Source: MACFORIN, 1994

Deux types de variantes ont été considérés pour évaluer l'impact de différents chocs sur le marché du travail sur le secteur informel et pour comprendre le rôle de ce dernier dans la dynamique macro-économique du pays:

- hausse de l'offre de travail urbaine de 5% et de l'offre de travail rurale de 2%;
- réduction de 75 milliards des dépenses publiques : licenciement des fonctionnaires, baisse des salaires, baisse de l'investissement public.

Une comparaison des résultats obtenus à partir de notre modèle à ceux d'un modèle sans formalisation spécifique du secteur informel est présentée pour chaque variante. Cette comparaison permet de mieux apprécier les conséquences des différences de comportements des deux types de secteurs: formels et informels.

Variante 1 : Hausse de 5% de l'offre de travail urbaine et de 2% de l'offre rurale

Hypothèses

L'explosion démographique constitue une des principales causes qui sont avancées pour expliquer la crise que connaissent actuellement de nombreux pays d'Afrique. La forte montée du chômage est en effet attribuée à l'augmentation du nombre de jeunes qui arrivent sur le marché du travail.

Le secteur informel constitue un recours face à la rigidité du secteur moderne, (les possibilités d'embauche sont très limitées dans ce dernier). La quasi-inexistence de barrière à l'entrée du secteur informel permet en effet le choix de l'auto-emploi quand le risque d'être au chômage est trop élevé.

La croissance annuelle de la population urbaine est estimée à 5%, elle est de 2% en ce qui concerne les ruraux, en tenant compte des migrations de la campagne vers les villes. Nous avons donc choisi de simuler une hausse du nombre d'actifs correspondant à celle de la population pour tester la capacité de l'économie et tout particulièrement du secteur informel à absorber l'offre de travail supplémentaire. Le stock de capital de chaque secteur restant inchangé, les nouveaux actifs arrivent sur le marché de l'emploi sans capital. L'effet mécanique (ex ante) est ainsi une hausse du taux de chômage de 4 points (passant de 17,6% à 21,5%).

Résultats

L'entrée dans le secteur informel constitue la seule alternative au chômage pour les nouveaux arrivants sur le marché de l'emploi. Cette hausse de l'offre de travail indépendant se fait cependant au détriment de ceux qui sont déjà installés. Elle entraîne en effet une diminution des prix de ce secteur et donc une baisse du niveau des revenus par tête. La croissance de l'informel résulte du déplacement de la consommation vers les biens qu'il produit, suite à la baisse des revenus par tête (due notamment à l'accroissement de la population et donc du chômage) et à l'effet-prix favorable à ce secteur.

L'effet d'entraînement de la hausse de l'activité de ce secteur est faible. La demande supplémentaire qu'elle engendre est négligeable. La production agricole ne croît que très légèrement puisque l'augmentation de la consommation totale est limitée.

Ainsi, sur les 54.000 actifs ruraux correspondant à la croissance de 2% de l'offre de travail rurale, 16.000 sont embauchés, soit moins de 30%. Tandis que sur le marché du travail urbain, parmi les 78.000 nouveaux arrivants, 31% s'installent ou trouvent du travail dans le secteur informel. Les deux tiers restants accroissent le nombre de chômeurs étant donné que le secteur formel maintient le niveau de son emploi. Le taux de chômage reste ainsi particulièrement élevé. Cette faible absorption découle du comportement d'arbitrage entre le travail indépendant informel et le travail salarié selon les revenus espérés. Les revenus par tête dans l'informel diminuent en effet au fur et à mesure que l'offre d'indépendants augmente.

Dans le modèle standard où le comportement de l'informel est identique à celui de la branche formelle, on constate une totale inertie de l'économie malgré la forte hausse du chômage et la baisse généralisée des revenus réels par tête. Les salaires étant rigides à la baisse, l'évolution négative du chômage n'influe pas sur le niveau de l'emploi.

Conclusion

La capacité d'absorption du secteur informel due à sa flexibilité est ainsi mise en évidence. On parvient à rendre compte de l'informalisation effectivement constatée de l'économie. Cependant, les résultats de la simulation révèlent les limites du potentiel de croissance du secteur informel aussi bien du côté de l'offre productive (l'augmentation de l'offre de travail est restreinte) que du côté de la demande qu'il peut générer (les revenus qu'il procure étant faibles).

TABLEAU 16
VARIANTE AUGMENTATION DE 5% DE L'OFFRE DE TRAVAIL URBAIN
ET DE 2% DU TRAVAIL RURAL⁶

	Situation de référence	Salaires et marges rigides à la baisse pour l'agriculture et le formel	Salaires et marges rigides à la baisse pour agric. et formel + aversion chômage	Salaires et marges rigides à la baisse pour l'agriculture le formel et l'informel (pas d'offre d'indép.)	Salaires, marges rigides à la baisse pour l'agr. le formel et prix flexible, Phillips pour l'informel
Croissance:					
- du PIB (en volume)	100	100,9	101,1	100	100,1
- du PIB marchand (en vol.)	100	100,8	100,9	100	100,1
- taux de chômage urbain	17,6%	20,1%	19,8%	21,5%	21,4%
Croissance sectorielle (VA):					
- production formelle	100	100,0	100,0	100	100
- production informelle	100	103,5	104,1	100	100,3
- commerce formel	100	100,1	100,0	100	100
- commerce informel	100	100,7	100,1	100	100
- production agricole	100	100,6	100,5	100	100
Prix sectoriel (VA):					
- production formelle	100	100,0	100,0	100	100
- production informelle	100	94,0	90,4	100	99
- commerce formel	100	100,0	100,0	100	100
- commerce informel	100	91,8	88,0	100	98,9
Extérieur:					
- exportations (en devises)	100	100,2	100,3	100	100
- importations (en devises)	100	99,9	99,9	100	100
Ménages:					
- salaire réel	100	101,7	102,5	100	100,2
- revenu réel des indépendants	100	93,8	90,7	100	99,2
- Revenu réel/tête :					
ruraux	100	100,3	101,1	98,1	98,3
urbains formels	100	95,2	96,4	95,2	95,7
urbains informels	100	94,3	91,4	95,2	94,6
Consommation:					
- Consommation réelle totale	100	100,9	100,9	100	100
- produit formel	100	98,7	98,6	100	99,9
- produit informel	100	104,1	104,8	100	100,4

⁶) Les résultats détaillés sont présentés en annexe

Variante 2 : licenciement de 20% des fonctionnaires

Hypothèses

La réduction des effectifs de la fonction publique est considérée par les experts de la Banque Mondiale comme une mesure douloureuse, mais absolument inévitable si l'on veut restructurer les dépenses publiques et mener la politique d'ajustement à son terme⁷. Dans ce contexte, on attend beaucoup du secteur informel pour dynamiser l'offre privée des pays d'Afrique sub-saharienne. Le raisonnement implicite est le suivant : les fonctionnaires et salariés "déflatés" par les entreprises "modernes" non compétitives, vont créer des unités de production informelles (dont on loue la forte capacité d'adaptation) et, par là, accroître le potentiel de croissance (augmentation de l'offre productive et de la demande domestique) dans un contexte de compétitivité restaurée et de rééquilibrage des finances publiques. Cependant, un tel scénario n'est envisageable que si la demande adressée au secteur informel n'est pas trop dépendante des revenus distribués dans le secteur formel. Car si tel était le cas, l'effet réel sur le secteur informel serait radicalement différent de l'effet attendu. Les revenus moyens de ce secteur se réduiraient fortement sous l'action conjuguée de deux facteurs: la réduction de la demande globale qui lui est adressée, et l'augmentation de l'offre de travail informel.

Dans le cadre de la politique d'ajustement, les autorités camerounaises ont d'ores et déjà annoncé (en avril 1994) une mesure de licenciement de 20 000 fonctionnaires. Les spécialistes de la Banque Mondiale considèrent que ce nombre est insuffisant, et ils estiment qu'une compression des effectifs publics d'environ 40 000 fonctionnaires serait nécessaire. Nous avons donc simulé une variante de licenciement de 20% des salariés du secteur public, équivalente au dégraissage de 38 000 personnes, soit une hypothèse proche de la proposition de la Banque Mondiale. L'effet mécanique que l'on peut attendre de ce licenciement est la réduction du déficit public de 75 milliards de Fcfa, soit un montant équivalent à 2,6% du PIB en valeur. Si l'effet mécanique est positif sur les finances publiques, la mesure affecte négativement l'économie réelle:

- d'une part, le taux de chômage passe de 17,6% à 20%;
- d'autre part, elle induit une baisse de la demande suite à la réduction des revenus publics des ménages formels⁸.

Cette variante vise donc à tester la capacité d'absorption du secteur informel suite à un choc qui joue à la fois sur l'offre de travail et sur la demande de bien.

Résultats

Ce choc se traduit par une forte contraction de l'activité marchande et par une réduction des prix. En volume, c'est la production formelle qui subit le plus les conséquences du licenciement des fonctionnaires. L'activité informelle résiste à l'effet contractionniste, on observe une stabilité de sa production. Les activités commerciales se réduisent avec la production de biens formels, ces derniers constituent en effet l'essentiel des produits commercialisés. La chute est amplifiée par la baisse des exportations dans le cas du commerce formel, qui détient l'exclusivité de la vente à l'étranger.

⁷ Banque Mondiale, "L'ajustement en Afrique : réformes, résultats et chemin à parcourir", Washington, 1993.

⁸ La distribution d'indemnités aux fonctionnaires licenciés pour les encourager à créer des unités de production informelles n'est pas prise en compte. Il est difficile de déterminer la part (de ces indemnités) qui sera effectivement consacrée à l'investissement, et celle qui servira plutôt à la consommation.

De manière générale, la réduction de l'activité formelle résulte de la baisse de la demande globale et du déplacement de la consommation vers les produits informels. Ce mouvement s'explique par le double effet de la baisse des revenus des ménages et de l'évolution des prix relatifs favorisant la consommation de produits informels. Cette informalisation permet de limiter la diminution de la consommation réelle totale.

Sur le marché du travail, le chômage s'aggrave. La baisse de la demande de travail dans les secteurs de production formelle et commerciaux vient s'ajouter au licenciement des fonctionnaires. Le taux de salarisation de l'économie baisse. L'emploi dans la branche de production informelle reste stable. L'impact de la réduction de la demande touche aussi cette branche, mais sa flexibilité lui permet de maintenir le niveau de sa production.

On constate en effet que dans le cas où le secteur informel a un comportement identique à celui du formel, sa demande de travail et sa production chute avec les autres activités de l'économie. Dans ce cas, les deux secteurs réagissent globalement de la même manière à la baisse de la demande. La diminution des prix est relativement limitée. Le salaire réel augmente au même taux pour les salariés formels et informels, mais le chômage augmente fortement.

Sur le marché extérieur, la balance commerciale, initialement proche de l'équilibre, devient légèrement excédentaire. Cette amélioration résulte essentiellement de la forte contraction des importations, en conséquence de la réduction de la demande intérieure, et de la substitution d'importations (baisse des prix domestiques). Les exportations subissent la diminution globale de l'offre agricole et formelle, qui l'emporte sur l'effet bénéfique de la baisse des prix intérieurs encourageant les producteurs à se porter sur les marchés extérieurs.

Les finances publiques s'améliorent mais le solde budgétaire reste fortement déficitaire. La réduction du déficit public est beaucoup plus faible que la coupe budgétaire initiale. La contraction de l'activité marchande formelle et des importations pèsent sur les recettes fiscales.

Les ménages urbains voient leur revenu réel par tête chuter. Les ménages "formels" sont victimes du licenciement d'une partie des fonctionnaires et des salariés du privé. Mais les ménages "informels" ne sont pas épargnés, la forte chute des prix des branches informelles, supérieure à la baisse des prix à la consommation fait baisser fortement leur pouvoir d'achat.

L'effet du licenciement est relativement identique sur les ménages formels et informels. Ce résultat découle de l'ampleur de la baisse des prix du secteur informel et donc des revenus informels. L'offre de travail indépendant augmente tant que la différence entre le revenu espéré dans le secteur moderne (compte tenu du risque de chômage) et le revenu des informels ne retrouve pas son niveau initial.

Soulignons que la totalité des chômeurs est classée dans les ménages formels. On peut en effet considérer que ces derniers refusent l'entrée dans le secteur informel, où les revenus sont jugés trop faibles.

Cas où l'aversion pour le risque de chômage est plus forte

L'effet amortisseur du choc est plus marqué: le chômage augmente moins par rapport au cas précédent, la production informelle connaît une hausse légère mais au prix d'une forte baisse des revenus par tête des entrepreneurs informels.

La différence entre les revenus réels par tête est encore plus importante. L'augmentation de l'offre de travailleurs indépendants se fait au détriment des revenus par tête. Les ménages informels subissent alors une plus forte précarisation de leur activité.

Conclusion

Le choc provoqué par le licenciement d'une partie des fonctionnaires provoque une informalisation de l'économie. La capacité d'absorption du secteur informel n'apparaît pas vraiment face à un choc négatif sur la demande. Ce dernier est également touché par l'effet de contraction des revenus des ménages bien qu'il accapare une part supérieure de la demande. En effet, pour maintenir le niveau de sa production, il est contraint de baisser fortement ses prix. Cette diminution des revenus limite l'attrait de l'informel malgré le risque du chômage. Ainsi, le secteur informel permet de limiter l'impact récessif du licenciement des fonctionnaires, mais de manière générale l'effet de cette mesure est néfaste à l'ensemble de l'économie.

TABLEAU 17
VARIANTE LICENCIEMENT DE 20% DES FONCTIONNAIRES

	Situation de référence	Salaire et marges rigides à la baisse pour agric. et formel	Salaire et marges rigides à la baisse pour agriculture et formel + aversion pour le chômage	Salaire et marges rigides à la baisse pour agric., formel et informel (pas d'offre d'indépendants)
Croissance:				
- du PIB (en volume)	100	94,1	94,5	92,5
- du PIB marchand (en vol.)	100	95,4	95,6	94,0
- taux de chômage urbain	17,6%	23,3%	22,8%	26,0%
- taux de chômage rural	5,0%	11,0%	11,3%	12,0%
Croissance sectorielle (VA):				
- production formelle	100	95,2	95,3	95,4
- production informelle	100	99,8	101,1	92,2
- commerce formel	100	94,3	94,0	94,3
- commerce informel	100	94,8	95,1	93,6
- production agricole	100	93,8	93,5	92,9
Prix sectoriel (VA):				
- production formelle	100	93,4	93,5	93,7
- production informelle	100	84,2	77,2	98,6
- commerce formel	100	96,3	96,1	96,3
- commerce informel	100	80,5	73,3	98,7
- production agricole	100	99,8	99,7	99,7
Extérieur:				
- exportations (en devises)	100	96,0	96,0	95,7
- importations (en devises)	100	93,3	93,1	93,6
- bal. commerciale (MFF)	-0,1MFF	+0,2 MFF	+0,2MFF	+0,1 MFF
Finances publiques:				
- solde budgétaire/PIB	-4,8%	-4,0%	-4,0%	-3,9%
Ménages:				
- salaire réel	100	107,8	109,9	103,4
- revenu réel : indépendants	100	88,8	82,5	103,0
- Revenu réel/tête :				
ruraux	100	99,8	101,7	94,8
urbains formels	100	90,9	93,7	92,4
urbains informels	100	89,9	83,3	92,4
Consommation:				
- Consommation réelle totale	100	93,8	93,9	92,1
- produit formel	100	89,7	89,4	92,6
- produit informel	100	100,9	102,5	92,0

Variante 2' : Baisse des salaires publics de 20%

La baisse des salaires publics constitue une mesure alternative au licenciement de fonctionnaires. Les deux mesures sont en effet équivalentes en termes de réduction de la masse salariale⁹.

Résultats

Si on suppose les salaires nominaux totalement rigides à la baisse dans le secteur formel privé, on aboutit à des effets identiques à ceux résultant du licenciement de 20% des fonctionnaires. Cependant le taux de chômage augmente moins puisque les salariés du secteur public gardent leur emploi.

Cas où les salaires privés formels sont indexés aux salaires publics

En revanche, dans le cas où les salariés du privé acceptent une baisse pouvant aller jusqu'à 10% de leur salaire nominal, l'effet contractionniste due à la baisse des revenus et donc de la demande est moins marqué. L'hypothèse considérée conduit en effet à supposer un secteur formel relativement plus flexible. La demande adressée au secteur formel est ainsi moins touchée par la contraction des revenus, grâce à une baisse substantielle des prix formels.

Le déplacement de la consommation vers les produits informels reste cependant marqué, étant donné la diminution des revenus réels et la plus grande ampleur de la baisse des prix du secteur informel.

Variante 2'' : Baisse des investissements publics

La diminution des investissements publics constitue une autre mesure alternative pour rééquilibrer les finances publiques. Une réduction des dépenses équivalente à 20% de la masse salariale a été envisagée¹⁰.

Résultats

Dans la mesure où la baisse des dépenses publiques ne touche pas directement ex ante les revenus des ménages, mais uniquement la demande de biens formels, le secteur informel est épargné par cette mesure contractionniste. Ce dernier croît même légèrement. La réduction de l'activité du secteur formel et donc des revenus provenant de celui-ci favorise la consommation de produits informels. De même, le secteur agricole est relativement peu touché par la diminution de la demande. Le comportement de ces deux secteurs permet ainsi de limiter l'impact récessif de la baisse de la demande.

⁹ L'effet négatif d'une baisse des salaires sur l'efficacité des services publics ne peut être facilement modélisé. Le risque de diminution de la productivité des fonctionnaires est pourtant l'un des principaux arguments contre cette mesure et qui conduisent à préférer le licenciement à la baisse des salaires publics.

¹⁰ Il faut également souligner que l'effet d'une telle mesure sur la qualité des services publics et sur les infrastructures n'est pas pris en compte. L'impact d'une réduction des dépenses publiques sur les services sociaux (santé, éducation) et sur les infrastructures du pays risque pourtant d'être particulièrement néfaste à l'économie.

TABLEAU 18
VARIANTE BAISSÉ DES SALAIRES PUBLICS DE 20 %

	Situation de référence	Salaire et marge rigides à la baisse pour agric. & formel	Salaire et marge rigides à la baisse pour agric. formel et informel (pas d'offre d'indép.)	Salaire et marge indexés aux sal. publics pour l'agric. et le formel	Salaire et marges index. aux sal. pub. pour l'agriculture le formel et l'informel (pas d'offre d'indép.)
Croissance:					
- du PIB marchand (en vol.)	100	95,4	94,0	99,4	98,5
- taux de chômage urbain	17,6%	20,9%	23,6%	18,5%	19,9%
Croissance sectorielle (VA):					
- production formelle	100	95,2	95,4	99,0	98,8
- production informelle	100	99,8	92,2	99,7	96,3
- commerce formel	100	94,3	94,3	98,4	98,2
- commerce informel	100	94,8	93,6	98,6	97,7
- production agricole	100	93,8	92,9	99,1	98,4
Prix sectoriel (VA):					
- production formelle	100	93,4	93,7	88,8	89,3
- production informelle	100	84,2	98,6	84,0	90,2
- commerce formel	100	96,3	96,3	89,1	89,7
- commerce informel	100	80,5	98,7	83,1	90,3
- production agricole	100	99,8	99,7	90,0	90,3
Finances publ.: solde budgét./PIB	-4,8%	-4,0%	-3,9%	-3,8%	-3,8%
Ménages: Revenu réel/tête :					
ruraux	100	99,8	94,8	101,5	99,2
urbains formels	100	90,9	92,4	95,7	93,5
urbains informels	100	89,9	92,4	95,4	98,0
Consommation réelle totale:	100	93,8	92,1	97,3	96,3
- produit formel	100	89,7	92,6	93,8	94,7
- produit informel	100	100,9	92,0	99,9	96,0

TABLEAU 19
VARIANTE BAISSÉ DES DEPENSES PUBLIQUES DE 75 MILLIARDS DE FCFA

	Situation de référence	Salaire et marge rigides à la baisse pour agriculture & formel	Salaire et marge rigides à la baisse pour agric., formel & informel (pas d'offre d'indépendants)
Croissance:			
- du PIB marchand (en vol.)	100	96,8	96,2
- taux de chômage urbain	17,6%	20,2%	21,2%
Croissance sectorielle (VA):			
- production formelle	100	94,9	95,0
- production informelle	100	100,5	97,7
- commerce formel	100	95,7	95,6
- commerce informel	100	96,6	96,1
- production agricole	100	98,1	97,6
Prix sectoriel (VA):			
- production formelle	100	93,0	93,1
- production informelle	100	93,8	99,6
- commerce formel	100	97,2	97,2
- commerce informel	100	90,6	99,2
Finances publ.: solde budgét./PIB	-4,8%	-4,0%	-3,9%
Ménages: Revenu réel/tête :			
ruraux	100	101,7	99,5
urbains formels	100	97,6	92,5
urbains informels	100	97,3	92,3
Consommation réelle totale:	100	99,0	98,3
- produit formel	100	98,8	99,8
- produit informel	100	101,1	97,8

Conclusion des différentes variantes

Le rôle d'amortisseur du secteur informel est révélé par les différentes variantes que nous avons envisagées. Cette caractéristique est liée à la faible rigidité de ce secteur. La flexibilité des prix et donc des revenus lui permet d'être plus compétitif sur le marché des biens. La possibilité de déplacer la consommation vers les biens informels de qualité inférieure, mais moins chers, limite en effet la réduction de la demande.

Notons que la croissance du secteur informel s'accompagne d'une précarisation de ses activités. L'accroissement du nombre des travailleurs indépendants entraîne inexorablement une baisse des revenus réels par tête. On peut d'ailleurs supposer que l'arrivée de nouveaux entrepreneurs informels provoque le départ d'une partie de ceux qui sont déjà installés, si ces derniers ne peuvent accepter une trop forte diminution de leur revenu et ont les moyens de supporter une période plus longue de chômage; ce mouvement pourrait expliquer la courte durée de vie des micro-entreprises.

Ces résultats peuvent paraître relativement négatifs face à l'optimisme de certains quant au potentiel du secteur informel. Mais ils sont compatibles avec les résultats des enquêtes. Dans la modélisation que l'on a adoptée, l'informel est plutôt considéré comme un secteur "refuge" que comme un véritable concurrent du formel présentant une réelle alternative aux difficultés du secteur moderne. Les biens qu'il produit sont de qualité inférieure et ne peuvent se substituer complètement aux biens formels. Il ne peut bénéficier réellement d'une hausse des revenus puisque celle-ci déplace la demande vers la production formelle. Il ne peut ainsi être à lui seul à l'origine d'une croissance de l'économie, à moins d'améliorer progressivement la qualité de ses produits.

Soulignons enfin que les simulations envisagées se situent dans le cadre d'une récession globale de l'économie camerounaise. Les chocs (négatifs) considérés sont de forte ampleur. Malgré ses limites, le secteur informel atténue les impacts récessifs de ces derniers.

CONCLUSION

La méthode "intégrée" qui part de la mesure statistique à la modélisation apparaît appropriée pour mieux cerner le poids du secteur informel, sa dynamique et ses interactions avec les autres secteurs de l'économie. Les comportements observés à partir d'enquêtes révèlent des caractéristiques qui ne peuvent être négligées dans l'analyse des perspectives à moyen-terme des pays d'Afrique sub-saharienne. La détermination de l'offre de travail informel qui procède essentiellement de l'auto-emploi, la concurrence entre les deux secteurs formel et informel sur le marché des biens et services destinés à la consommation des ménages, et enfin, le mode de fonctionnement des activités commerciales informelles, à la fois dépendant des branches productives (formelles et informelles) et concurrent du commerce formel impliquent une modélisation spécifique.

L'intégration du secteur informel dans l'analyse de la dynamique globale de l'économie camerounaise met en exergue les limites de sa capacité à absorber des chocs sur le marché du travail urbain. Le poids de la demande de biens informels induite par les revenus distribués dans le secteur formel ne permet pas une croissance autonome du secteur informel. Même si, en temps de crise, le déplacement de la consommation joue en faveur du secteur informel, ce mouvement ne peut entraîner une inversion de la tendance contractionniste. L'importance du rôle de ce secteur est néanmoins loin d'être négligeable puisqu'il atténue, grâce à sa plus grande flexibilité, l'effet récessif des différents chocs sur le marché des biens et de services et le marché du travail.

Le perfectionnement de ce modèle, notamment à partir d'observations empiriques inter-temporelles, s'avère nécessaire pour approfondir la compréhension des dynamiques en cours dans les pays d'Afrique "engagés dans la voie de l'informalisation". L'analyse de l'évolution du secteur informel entre deux périodes devrait permettre de lever les incertitudes qui subsistent sur les degrés de sensibilité des différents agents (élasticité de l'offre de travail, aversion pour le risque de chômage et élasticité-revenu de la demande de biens informels). Enfin, soulignons que dans une perspective de long terme, une stratégie de croissance durable devra s'appuyer sur une politique susceptible d'accélérer les gains de productivité tant dans le secteur formel que dans le secteur informel. Dans cette optique, le modèle doit être capable de prendre en compte les spécificités des modes d'accumulation dans les deux secteurs.

BIBLIOGRAPHIE

BOURGUIGNON F., BRANSON W., de MELO J. (1989) : "Macroeconomic Adjustment and Income Distribution : a Macro-Micro Simulation Model"
Centre de développement de l'OCDE, Technical Papers n°1.

CALPEL S., COLLANGE G. (1993) : "Modèle Cameroun : Présentation économique"
Document de travail, CERDI.

DERVIS K., de MELO J., ROBINSON S. (1982) : "General Equilibrium Models for Development Policy". Cambridge University Press.

DIAL-DSCN : "Conditions d'activité de la population de Yaoundé : premiers résultats".
Juin 1993.

DIAL-DSCN : "Le secteur informel à Yaoundé : principaux résultats, enquête 1-2-3, phase 2". Novembre 1993

DIAL-DSCN : "Consommation et conditions de vie des ménages à Yaoundé : premiers résultats, enquête 1-2-3, phase 3". Décembre 1993.

DIAL-DSCN : "L'industrie camerounaise dans la crise 1984-1992". Novembre 1993.

HARRIS, J.R. and TODARO, M. (1970): "Migration, unemployment and development: a two-sector analysis". American Economic Review 60, 126-42.

ROUBAUD, F. (1994) : "L'économie informelle au Mexique : De la sphère domestique à la dynamique macroéconomique". Karthala, Paris.

ROUBAUD, F. et SERUZIER M. (1991) : "Economie non enregistrée par la statistique et secteur informel dans les pays en voie de développement". Stateco n° 71, décembre 1991, INSEE, Paris.

de SOTO H. (1994): "L'autre sentier : la révolution informelle dans le tiers monde".
La découverte, Paris.

SUWA, A. (1992) : "L'effet des plans de stabilisation sur la répartition des revenus dans les pays en voie de développement : un modèle d'équilibre général calculable étendu".
Thèse de doctorat, EHESS.

ANNEXE

LES EQUATIONS ORIGINALES DU MODELE TRAITANT DES SPECIFICITES DU SECTEUR INFORMEL

Production et investissement

- * La production informelle mobilise deux types de travail complémentaires:
 - du travail indépendant, qui s'auto-emploie (voir ci-dessous),
 - du travail salarié (très minoritaire)

La production est une agrégation de Léontieff de la valeur ajoutée et des consommations intermédiaires:

$$X_{inf} = LEON(Q_{inf}, CI_{inf}^{(j)})$$

$$Q_{inf} = CES(L_{indép} + L_{inf}^d, tu_{Cinf} K_{inf})$$

avec:

$$L_{inf}^{d(tot)} = L_{indép} + L_{inf}^{d(sal)}$$

$$L_{inf}^{d(sal)} = \alpha_{inf} L_{indép}$$

$tu_{Cinf} = 1$ est fixe, car les prix du marché des biens informels sont flexibles,

- * L'investissement dépend seulement de l'excédent brut d'exploitation:

$$I_{inf} = u_{inf} K_{inf} \left(\frac{Y_{indép}}{Y_{indép}^0} \right)^{\lambda_{inf}}$$

tandis que dans le secteur formel, la détermination de l'investissement fait intervenir la rentabilité du capital, son coût d'usage, et la capacité d'autofinancement.

Equilibre du marché du travail urbain

$$L_{urb}^s = L_{indép}^d + L_{inf}^{d(sal)} + L_{for}^{d(sal)} + L_g + u L_{urb}^s$$

$$L_{indép}^s = L_{indép}^d$$

Le salaire formel est déterminé par une équation de Phillips:

$$w_{for} = w_{for}^0 \left[1 + \theta_{for} \hat{p}_c - \beta_{for} \hat{u} \right]$$

et le salaire payé aux salariés (très minoritaires dans l'emploi total) des branches informelles est proportionnel au salaire formel:

$$w_{inf} = \gamma_{inf} w_{for}$$

L'offre de travail indépendant (ou informel) est équivalente à la création d'une micro-entreprise. Les actifs choisissent entre créer leur propre entreprise et se présenter sur le marché du travail salarié, en fonction du rapport entre le revenu par tête dans le secteur informel (valeur ajoutée par tête) et l'espérance du salaire sur le marché du travail salarié.

$$\frac{L_{indép}}{\bar{L} - L_{indép}} = B_i \left(\frac{Y_{indép}}{E(w)} \right)^{\epsilon_i} \quad (*)$$

où
$$Y_{indép} = \frac{p_{inf} Q_{inf} - w_{inf} L_{inf}^d}{L_{indép}^d}$$

et $E(w) = \left(\frac{L_{for}^d + \bar{L}_g + L_{inf}^{d(sal)}}{\bar{L} - L_{indép}} \right) \left(\frac{w_{for} L_{for}^d + w_{inf} L_{inf}^{d(sal)} + \bar{w}_g \bar{L}_g}{L_{for}^d + L_{inf}^{d(sal)} + \bar{L}_g} \right)$ est la probabilité de trouver du travail sur le marché du travail salarié multipliée par le salaire moyen.

L'équation (*) s'écrit ainsi plus simplement comme ci-dessous:

$$\frac{L_{indép}}{\bar{L} - L_{indép}} = B_i \left(\frac{p_{inf} Q_{inf} - w_{inf} L_{inf}^{d(sal)}}{w_{for} L_{for}^d + w_{inf} L_{inf}^{d(sal)} + \bar{w}_g \bar{L}_g} \right)^{\frac{\epsilon_i}{1+\epsilon_i}}$$

Le rapport entre l'offre de travail indépendant (informel) et l'offre de travail salarié est fonction du rapport entre les revenus totaux dans les deux secteurs.

Demande de biens informels

Comme pour les autres biens, la consommation intermédiaire de biens informels par chaque branche est déterminée par des coefficients techniques fixes. Les consommations intermédiaires de biens informels sont faibles au regard de la consommation finale des ménages. Les biens informels ne sont pas utilisés pour l'investissement, l'investissement-logement étant modélisé comme une consommation des ménages.

Les biens informels ne sont pas exportés.

Le partage entre la consommation agricole et la consommation des biens produits par les branches non-agricoles s'effectue à travers un système linéaire de dépenses (LES). Par exemple, pour le bien composite non-agricole k, la consommation du ménage h est donnée par l'équation suivante:

$$C_{for,k}^{(h)} + C_{inf,k}^{(h)} = sub_{sk} + \frac{\pi_k^{(h)}}{p_k} \left(pctot C_{(tot)}^{(h)} - \sum_j p_j^d sub_{sj} \right)$$

dans laquelle sub_{sk} est la consommation minimale de subsistance en bien k, et π_k la propension marginale à consommer du bien k.

En revanche, le partage entre les biens formels et informels fait directement intervenir les prix relatifs des deux biens et un effet-revenu:

$$\frac{C_{inf}^{(h)}}{C_{for}^{(h)}} = \chi_1^{(h)} \left(\frac{p_{inf}^d}{p_{for}} \right)^{-\chi_2} \left(\frac{C_{(tot)}^{(h)}}{pop(h)} \right)^{\chi_3}$$

où χ_2 est une élasticité-prix de substitution, χ_3 une élasticité-revenu (ou dépenses).

Il n'y pas d'importations de produits informels, car les importations sont toutes considérées comme des biens formels. Cependant, puisque les produits locaux formels sont substituables aux importations. On peut donc considérer que les consommateurs arbitrent dans un premier temps entre produits informels et formels, en fonction des prix et de leur revenu, puis dans un second temps entre produits formels locaux et importations.

Partage du marché entre le commerce formel et le commerce informel

La grande majorité de la production des branches informelles est commercialisée par les producteurs eux-mêmes; on considère donc qu'elle transite par le commerce informel avec une marge nulle. Les exportations, formelles par définition, sont uniquement commercialisées par des commerçants formels. En revanche, la production formelle destinée au marché intérieur et les importations transitent soit par le commerce formel soit par le commerce informel.

Sur le marché intérieur (hors exportations), la demande de bien j se partage entre demande adressée au commerce informel et demande adressée au commerce formel en fonction du rapport des prix pratiqués par

chaque type de commerce pour le bien j considéré, c'est-à-dire en fonction des taux de marge commerciale appliqués au bien j:

$$\frac{(Dcom_{for}^{(j)} - Exp^{(j)})}{Dcom_{inf}^{(j)}} = \mu_1^{(j)} \left(\frac{1 + \tau_{for}^{(j)}}{1 + \tau_{inf}^{(j)}} \right)^{-\mu_2^{(j)}}$$

Les taux de marge commerciale sont fonction d'une marge fixe modulée par un prix implicite du commerce ("pxcom"):

$$\tau_{for}^{(j)} = \bar{\tau}_{for}^{(j)} pxcom_{for}^{(j)}$$

$$\tau_{inf}^{(j)} = \bar{\tau}_{inf}^{(j)} pxcom_{inf}^{(j)}$$

Dans le cas du commerce informel, cette partie de la marge est flexible, elle varie pour apurer l'excès de demande adressée au commerce informel:

$$\sum_j \bar{\tau}_{inf}^{(j)} Dcom_{inf}^{(j)} (pxcom_{inf}^{(j)}) - X_{inf}^{(j)} (pxcom_{inf}^{(j)}) = 0$$

Dans le cas du commerce formel, la marge est rigide à cause de l'application d'un mark-up sur les coûts salariaux unitaires, comme dans les autres branches formelles (voir supra: prix de la valeur ajoutée). C'est donc le taux d'utilisation des capacités du commerce formel qui s'ajuste en cas de baisse de demande.

Les prix

. *Prix de production :*

$$px^{(i)} * x^{(i)} * (1 - \tau_{prod}^{(i)}) = p^{(i)} * q^{(i)} + \sum_j (pd^{(j)} * a_{(j)}^{(i)} * x^{(i)})$$

- $px^{(i)}$ prix à la production dans la branche (i)
- $p^{(i)}$ prix de la valeur ajoutée
- $pd^{(j)}$ prix de la demande de bien (j)
- $x^{(i)}$ production en volume
- $q^{(i)}$ valeur ajoutée en volume
- $a_{(j)}^{(i)}$ coefficients techniques (CI en bien (j) de la branche (i))
- τ_{prod} taux de taxation de la production par branche

. *Prix de la valeur ajoutée*

Pour les branches formelles, les prix de la valeur ajoutée sont déterminés par l'application d'un mark-up sur les coûts salariaux unitaires:

$$p^{(f)} = (1 + \mu^{(f)}) * \left(\frac{w_{for} * L_{(d)}^{(f)}}{q^{(f)}} \right)$$

- $p^{(i)}$ prix de la valeur ajoutée
- $q^{(i)}$ valeur ajoutée
- w_{for} salaire dans les branches formelles
- $L_{(d)}^{(i)}$ demande de travail
- $\mu^{(i)}$ taux de mark-up dans la branche (i)

Pour les branches non formelles, les prix de la valeur ajoutée sont déterminés par l'ajustement entre l'offre et la demande en volume.

Pour les branches formelles, l'ajustement entre l'offre et la demande détermine le taux d'utilisation des capacités de production.

. Prix de l'offre de biens domestiques adressée au marché local

$$pdd^{(j)} * dd^{(j)} + pe^{(j)} * e^{(j)} = px^{(j)} * x^{(j)}$$

$pdd^{(j)}$ prix de la demande domestique
 $dd^{(j)}$ demande domestique sur le marché local
 $pe^{(j)}$ prix au producteur des exportations
 $e^{(j)}$ offre = demande d'exportations

. Prix de la demande locale totale

$$pd^{(j)} * d^{(j)} = pm^{(j)} * m^{(j)} + pdd^{(j)} * dd^{(j)} + pxcom_{for} * \bar{\tau}_{for}^{(j)} * (dcom_{for}^{(j)} - e^{(j)}) + pxcom_{info} * \bar{\tau}_{info}^{(j)} * dcom_{info}^{(j)}$$

$pxcom_{for} * \bar{\tau}_{for}^{(j)}$ taux de marges commerciales appliqués par le commerce formel
 avec $pxcom_{for} = px^{(comf)}$ prix de production du commerce formel

$pxcom_{info} * \bar{\tau}_{info}^{(j)}$ taux de marges commerciales appliqués par le commerce informel
 avec $pxcom_{info} = px^{(comi)}$ prix de production du commerce informel

$\bar{\tau}_{for}^{(j)}$ taux de marge (fixe) de la branche commerciale formelle

$\bar{\tau}_{info}^{(j)}$ taux de marge (fixe) de la branche commerciale informelle

$dcom_{for}^{(j)}$ demande de bien (j) commercialisée par le commerce formel
 (incluant les exportations)

$dcom_{info}^{(j)}$ demande de bien (j) commercialisée par le commerce informel

Pour les branches commerciales, l'égalité "en volume" entre l'offre et la demande s'écrit ainsi:

$$x^{(comf)} = \sum_j (\bar{\tau}_{for}^{(j)} * dcom_{for}^{(j)})$$

$$x^{(comi)} = \sum_j (\bar{\tau}_{info}^{(j)} * dcom_{info}^{(j)})$$

. Prix des échanges extérieurs

Les importations

$$pm^{(j)} = pmm^{(j)} * Cha * (1 + \tau_m^{(j)})$$

Les exportations :

$$pme^{(j)} * Cha = pe^{(j)} + (pxcom_{for} * \bar{\tau}_{for}^{(j)})$$

$pmm^{(j)}$ prix mondiaux des importations (exogènes)

$pme^{(j)}$ prix mondiaux des exportations (exogènes)

$pm^{(j)}$ prix intérieurs des importations

$pe^{(j)}$ prix aux producteurs des exportations

Cha taux de change (exogène)

$\tau_m^{(j)}$ taux de taxation des importations

LES MODELISATIONS ALTERNATIVES DU SECTEUR INFORMEL DANS LES MEGC STANDARD

MODELE CAMEROUN (G. COLLANGE, CERDI)

Marché des biens :

Les biens formels et informels sont considérés comme des produits distincts. Le secteur moderne (secteur industriel et raffinage) et le secteur informel (incluant le BTP et les services marchands hors commerce) ne sont pas en concurrence directe. La substitution entre les deux types de produits intervient uniquement indirectement à travers la fonction de consommation LES (effet-prix sur la consommation marginale).

Le Marché du travail se subdivise en deux: marché du travail urbain et du travail rural.

L'offre de travail urbain est soit fixe, soit variable en fonction de la rémunération réelle du travail dans le secteur informel (avec une élasticité faible).

Comme dans le secteur moderne, la demande de travail du secteur informel est déterminée par le comportement de maximisation des firmes.

Le taux de salaire nominal dans le secteur moderne est indexé sur les prix.

La rémunération du travail dans le secteur informel est déterminée :

- soit par sa productivité marginale (pas de chômage urbain; salaire totalement flexible)
- soit par la relation de phillips (indexation sur les prix et le chômage)

Dans les deux cas, un accroissement de la demande de travail dans le secteur moderne entraîne une hausse du taux de salaire nominal dans l'informel; (soit parce que le salaire informel est flexible donc l'ajustement entre l'offre et la demande de travail se fait par la hausse de la rémunération dans l'informel, soit parce que le chômage baisse). Ce mouvement peut être atténué par une hausse de l'offre de travail urbain, mais la faible élasticité de cette offre par rapport à la rémunération, et le fait qu'elle dépend également de l'évolution des prix ne permet pas l'inversion du mouvement. L'hypothèse de sensibilité au chômage des salaires dans le secteur informel paraît critiquable. On peut arriver ainsi à une hausse de la rémunération dans le secteur informel supérieure à celle dans le secteur formel.

Les prix

- Le secteur moderne se différencie du secteur informel par un comportement de mark up. L'existence de capacités de production sous-utilisées permet un ajustement par les quantités.

- Les prix sont plus flexibles dans le secteur informel et sont déterminés à travers un ajustement walrasien. L'offre et la demande s'ajustent par les prix, les capacités de production sont pleinement utilisées.

Par ailleurs, dans ce modèle, les spécificités du commerce informel ne sont pas prises en compte (puisque'il n'y a qu'une seule branche commerce); et on ne considère qu'un seul type de ménage.

MODELE COTE D'IVOIRE (F. BOURGUIGNON & A. SUWA, DELTA)

Le secteur informel se différencie des autres secteurs par le fait qu'il n'utilise pas de capital. Le secteur moderne et le secteur informel ne produisent pas les mêmes biens. Les possibilités de substitution spécifique entre les biens formels et informels ne sont pas formalisées, les deux secteurs n'étant pas en concurrence directe.

Les facteurs sont immobiles entre les secteurs. Le marché du travail est segmenté entre le travail informel et le travail formel.

Les prix et les salaires sont entièrement flexibles dans le secteur informel (marché walrasien, sans chômage). Le travail y est rémunéré à sa productivité marginale (valeur de la production per capita, étant donné qu'il n'y a pas de capital). Les revenus des informels dépendent ainsi directement de la demande.

Les marchés des biens et du travail sont ainsi complètement segmentés. Le seul lien qui existe entre les deux parties formelles et informelles de l'économie s'établit à travers la migration. Une baisse importante des revenus des informels entraîne une migration des travailleurs vers d'autres secteurs (rural ou moderne) de l'économie.

Enfin, la distinction des comportements entre les deux commerces formel et informel ne peut être considérée puisque le traitement spécifique du commerce en général n'est pas envisagé.

RESULTATS DETAILES DES SIMULATIONS

TABLEAU 16
VARIANTE AUGMENTATION DE 5% DE L'OFFRE DE TRAVAIL URBAIN
ET DE 2% DU TRAVAIL RURAL

	Situation de référence	Salaire et marges rigides à la baisse pour l'agriculture et le formel	Salaire et marges rigides à la baisse pour l'agriculture et le formel +aversion chô	Salaire et marges rigides à la baisse pour l'agriculture le formel et l'informel (pas d'offre d'indép.)	Salaire, marges rigides à la baisse pour l'agr. le formel et prix flexible, Phillips pour l'informel
Croissance:					
- du PIB (en volume)	100	100,9	101,1	100	100,1
- du PIB marchand (en vol.)	100	100,8	100,9	100	100,1
- taux de chômage urbain	17,6%	20,1%	19,8%	21,5%	21,4%
- taux de chômage rural	5,0%	6,3%	6,4%	6,9%	6,8%
Prix:					
- du PIB	100	98,5	97,7	100	99,8
- de la consommation	100	98,3	97,4	100	99,8
Croissance sectorielle (VA):					
- production formelle	100	100,0	100,0	100	100
- production informelle	100	103,5	104,1	100	100,3
- commerce formel	100	100,1	100,0	100	100
- commerce informel	100	100,7	100,1	100	100
- production agricole	100	100,6	100,5	100	100
Prix sectoriel (VA):					
- production formelle	100	100,0	100,0	100	100
- production informelle	100	94,0	90,4	100	99
- commerce formel	100	100,0	100,0	100	100
- commerce informel	100	91,8	88,0	100	98,9
- production agricole	100	100,0	100,0	100	100
Extérieur:					
- exportations (en devises)	100	100,2	100,3	100	100
- importations (en devises)	100	99,9	99,9	100	100
- balance commerciale (MFF)	-0,1MFF	-0,1 MFF	-0,1MFF	-0,1MFF	-0,1MFF
- balance courante (en MFF)	-4,8MFF	-4,8 MFF	-4,8MFF	-4,8 MFF	-4,8MFF
Finances publiques:					
- solde budgétaire/PIB	-4,8%	-4,8%	-4,8%	-4,8%	-4,8%
Ménages:					
-salaire réel	100	101,7	102,5	100	100,2
-revenu réel des indépendants	100	93,8	90,7	100	99,2
- Revenu réel/tête :					
ruraux	100	100,3	101,1	98,1	98,3
urbains formels	100	95,2	96,4	95,2	95,7
urbains informels	100	94,3	91,4	95,2	94,6
Consommation:					
- Consommation réelle totale	100	100,9	100,9	100	100
- produit formel	100	98,7	98,6	100	99,9
- produit informel	100	104,1	104,8	100	100,4
- produit agricole	100	100,6	100,4	100	100

TABLEAU 17
VARIANTE LICENCIEMENT DE 20% DES FONCTIONNAIRES

	Situation de référence	Salaire et marges rigides à la baisse pour l'agriculture et le formel	Salaire et marges rigides à la baisse pour l'agriculture et le formel (avec aversion pour le chômage)	Salaire et marges rigides à la baisse pour l'agriculture, le formel et l'informel (pas d'offre d'indépendants)
Croissance:				
- du PIB (en volume)	100	94,1	94,5	92,5
- du PIB marchand (en vol.)	100	95,4	95,6	94,0
- taux de chômage urbain	17,6%	23,3%	22,8%	26,0%
- taux de chômage rural	5,0%	11,0%	11,3%	12,0%
Prix:				
- du PIB	100	93,4	91,5	97,0
- de la consommation	100	93,2	91,1	97,2
Croissance sectorielle (VA):				
- production formelle	100	95,2	95,3	95,4
- production informelle	100	99,8	101,1	92,2
- commerce formel	100	94,3	94,0	94,3
- commerce informel	100	94,8	95,1	93,6
- production agricole	100	93,8	93,5	92,9
Prix sectoriel (VA):				
- production formelle	100	93,4	93,5	93,7
- production informelle	100	84,2	77,2	98,6
- commerce formel	100	96,3	96,1	96,3
- commerce informel	100	80,5	73,3	98,7
- production agricole	100	99,8	99,7	99,7
Extérieur:				
- exportations (en devises)	100	96,0	96,0	95,7
- importations (en devises)	100	93,3	93,1	93,6
- balance commerciale (MFF)	-0,1MFF	+0,2 MFF	+0,2MFF	+0,1 MFF
- balance courante (en MFF)	-4,8 MFF	-4,2 MFF	-4,2 MFF	-4,3 MFF
Finances publiques:				
- solde primaire/PIB				
- solde budgétaire/PIB	-4,8%	-4,0%	-4,0%	-3,9%
Ménages:				
-salaire réel	100	107,8	109,9	103,4
-revenu réel des indépendants	100	88,8	82,5	103,0
- Revenu réel/tête :				
ruraux	100	99,8	101,7	94,8
urbains formels	100	90,9	93,7	92,4
urbains informels	100	89,9	83,3	92,4
Consommation:				
- Consommation réelle totale	100	93,8	93,9	92,1
- produit formel	100	89,7	89,4	92,6
- produit informel	100	100,9	102,5	92,0
- produit agricole	100	92,7	92,2	91,8

TABLEAU 18
VARIANTE BAISSÉ DES SALAIRES PUBLICS DE 20 %

	Situation de référence	Salaire et marges rigides à la baisse pour l'agriculture et le formel	Salaire et marges rigides à la baisse pour l'agriculture le formel et l'informel (pas d'offre d'indép.)	Salaire et marges rigides à la baisse (w*0,9) pour l'agriculture et le formel	Salaire et marges rigides à la baisse (w*0,9) pour l'agriculture le formel et l'informel (pas d'offre d'indép.)
Croissance:					
- du PIB (en volume)	100	94,1	92,5	98,2	97,2
- du PIB marchand (en vol.)	100	95,4	94,0	99,4	98,5
- taux de chômage urbain	17,6%	20,9%	23,6%	18,5%	19,9%
- taux de chômage rural	5,0%	11,0%	12,0%	5,9%	6,6%
Prix:					
- du PIB	100	93,4	97,0	88,1	89,9
- de la consommation	100	93,2	97,2	88,0	90,0
Croissance sectorielle (VA):					
- production formelle	100	95,2	95,4	99,0	98,8
- production informelle	100	99,8	92,2	99,7	96,3
- commerce formel	100	94,3	94,3	98,4	98,2
- commerce informel	100	94,8	93,6	98,6	97,7
- production agricole	100	93,8	92,9	99,1	98,4
Prix sectoriel (VA):					
- production formelle	100	93,4	93,7	88,8	89,3
- production informelle	100	84,2	98,6	84,0	90,2
- commerce formel	100	96,3	96,3	89,1	89,7
- commerce informel	100	80,5	98,7	83,1	90,3
- production agricole	100	99,8	99,7	90,0	90,3
Extérieur:					
- exportations (en devises)	100	96,0	95,7	101,7	101,2
- importations (en devises)	100	93,3	93,6	95,3	95,4
- balance commerciale (MFF)	-0,1MFF	+0,2 MFF	+0,1 MFF	+0,6MFF	+0,5MFF
- balance courante (en MFF)	-4,8MFF	-4,2 MFF	-4,3 MFF	-3,8MFF	-3,9MFF
Finances publiques:					
- solde budgétaire/PIB	-4,8%	-4,0%	-3,9%	-3,8%	-3,8%
Ménages:					
-salaire réel	100	107,8	103,4	102,0	100,7
-revenu réel des indépendants	100	88,8	103,0	94,9	100,8
- Revenu réel/tête :					
ruraux	100	99,8	94,8	101,5	99,2
urbains formels	100	90,9	92,4	95,7	93,5
urbains informels	100	89,9	92,4	95,4	98,0
Consommation:					
- Consommation réelle totale	100	93,8	92,1	97,3	96,3
- produit formel	100	89,7	92,6	93,8	94,7
- produit informel	100	100,9	92,0	99,9	96,0
- produit agricole	100	92,7	91,8	98,4	97,7

TABLEAU 19
VARIANTE BAISSÉ DES DÉPENSES PUBLIQUES DE 75 MILLIARDS DE FCFA
(Investissement et consommation publique)

	Situation de référence	Salaire et marges rigides à la baisse pour l'agriculture et le formel	Salaire et marges rigides à la baisse pour l'agriculture, le formel et l'informel (pas d'offre d'indépendants)
Croissance:			
- du PIB (en volume)	100	97,8	97,1
- du PIB marchand (en vol.)	100	96,8	96,2
- taux de chômage urbain	17,6%	20,2%	21,2%
- taux de chômage rural	5,0%	6,9%	7,4%
Prix:			
- du PIB	100	95,7	97,3
- de la consommation	100	95,7	97,3
Croissance sectorielle (VA):			
- production formelle	100	94,9	95,0
- production informelle	100	100,5	97,7
- commerce formel	100	95,7	95,6
- commerce informel	100	96,6	96,1
- production agricole	100	98,1	97,6
Prix sectoriel (VA):			
- production formelle	100	93,0	93,1
- production informelle	100	93,8	99,6
- commerce formel	100	97,2	97,2
- commerce informel	100	90,6	99,2
- production agricole	100	99,9	99,9
Extérieur:			
- exportations (en devises)	100	96,8	96,7
- importations (en devises)	100	93,3	93,5
- balance commerciale (MFF)	-0,1MFF	+0,3MFF	+0,3 MFF
- balance courante (en MFF)	-4,8 MFF	-4,1 MFF	-4,1 MFF
Finances publiques:			
- solde primaire/PIB			
- solde budgétaire/PIB	-4,8%	-4,0%	-3,9%
Ménages:			
-salaire réel	100	105,1	103,3
-revenu réel des indépendants	100	96,8	102,8
- Revenu réel/tête :			
ruraux	100	101,7	99,5
urbains formels	100	97,6	92,5
urbains informels	100	97,3	92,3
Consommation:			
- Consommation réelle totale	100	99,0	98,3
- produit formel	100	98,8	99,8
- produit informel	100	101,1	97,8
- produit agricole	100	97,9	97,4